



THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN AFRIQUE

5^{ème} SOMMET DES THINK TANKS D'AFRIQUE

Lutte contre le chômage des jeunes en Afrique : solutions innovantes proposées par les think tanks



5^{ème} SOMMET DES THINK TANKS D'AFRIQUE

Lutte contre le chômage des jeunes en Afrique : solutions innovantes proposées par les think tanks

5-7 avril 2018
Accra, Ghana



Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique
2 Fairbairn Drive, Mount Pleasant, Harare, ZIMBABWE
Courriel : root@acbf-pact.org Tél. : +2634304649

Produit par La Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique

Photo de couverture © Xu Lingui/Xinhua/Alamy Live News.

Juin 2018

Référence pour ce rapport : ACBF, AUC, AfDB, ECA, UNCTAD, Hewlett Foundation, TTI and IDEG (2018). "Tackling Africa's Youth Unemployment Challenge: Innovative Solutions from Think Tanks." Report of the 2018 Africa Think Tank Summit. Harare: The African Capacity Building Foundation.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ACRONYMES 5

RÉSUMÉ DES MESSAGES CLÉS ET RECOMMANDATIONS 7

1 CONTEXTE 9

2 OBJECTIFS 11

3 CÉRÉMONIE D'OUVERTURE : DISCOURS D'OUVERTURE ET DE BIENVENUE 13

4 SESSION PLÉNIÈRE I : PANEL DES LEADERS D'OPINION SUR « LEADERSHIP ET DÉFI DU CHÔMAGE DES JEUNES EN AFRIQUE » 15

Messages clés 15

Discussions et recommandations 16

5 DÉJEUNER-DÉBAT 17

6 SESSION PLÉNIÈRE II : « DÉVELOPPEMENT D'UN SECTEUR PRIVÉ DYNAMIQUE SUSCEPTIBLE DE CRÉER DES EMPLOIS POUR LES JEUNES » 19

Messages clés 19

Discussions et recommandations 20

7 SESSION PLÉNIÈRE III : « RENFORCER LES COMPÉTENCES TECHNIQUES ESSENTIELLES POUR CRÉER DES EMPLOIS DURABLES POUR LES JEUNES » 23

Messages clés 23

Discussions et recommandations 25

8 SESSION PLÉNIÈRE IV : « LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE DES JEUNES EN AFRIQUE : RÔLE DE L'ENTREPRENEURIAT ET DES ENTREPRISES AGRICOLES » 27

Messages clés 27

Discussions et recommandations 28

9 ÉVÉNEMENTS PARALLÈLES 29

Événement parallèle 1 : « La diversification des exportations et emploi en Afrique » 29

Événement parallèle 2 : « Rôle des think tanks d'Afrique dans l'élargissement des possibilités futures d'emploi des jeunes en vue de l'appui à la transformation agricole » 30

Événement parallèle 3 : « Création d'une main d'œuvre jeune et saine : résultats tirés des interventions en matière de lutte contre le tabagisme » 32

Événement parallèle 4 : « Développement des infrastructures matérielle et immatérielle pour la promotion de l'emploi des jeunes en Afrique » 34

10 « FOIRE DU SAVOIR » 37

L'Institut pour la gouvernance démocratique (IDEG) 37

L'Institut d'analyse et de recherche politiques (IPAR) -Rwanda 37

L'Institut zambien d'analyse et de recherche politiques (ZIPAR) 38

Le Réseau d'analyse des politiques alimentaires, agricoles et des ressources naturelles (FARNPAN) 38

Le Centre de recherche en politiques de l'Office chérifien des phosphates (OCP Policy Centre) - Maroc 38

L'Unité d'analyse des politiques économiques (EPAU) de la Commission de la CEDEAO 38

Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) 38

Le Centre d'analyse et de recherche sur les politiques économiques et sociales du Cameroun (CAMERCAP-PARC) 38

11 CÉRÉMONIE DE CLÔTURE 41

ANNEXE I RECOMMANDATIONS DES PRINCIPAUX EXPOSÉS ET DES SÉANCES PLÉNIÈRES 43

Principales recommandations découlant des discours liminaires 43

Principales recommandations sur « Leadership et défis du chômage des jeunes en Afrique » 44

Principales recommandations sur « Développement d'un secteur privé dynamique susceptible de créer des emplois pour les jeunes » 44

Principales recommandations sur « Renforcer les compétences techniques essentielles pour créer des emplois durables pour les jeunes » 44

ANNEXE II RECOMMANDATIONS DES ÉVÉNEMENTS ET SESSIONS PARALLELES 45

RAPPORTS DES ÉVÉNEMENTS PARALLÈLES 45

RAPPORTS DES SESSIONS EN GROUPE 47

ANNEXE III COMMUNIQUE DU 5^{ÈME} SOMMET DES THINK TANK D'AFRIQUE 49

Préambule 49

Think tanks africains et contribution à la lutte contre les défis du chômage des jeunes 50

Compétences techniques essentielles et développement du secteur privé pour les opportunités d'emploi des jeunes 50

Feuille de route 51

ANNEXE IV LISTE DES PARTICIPANTS 53

ENCADRÉS

1 Discours d'ouverture sur « La lutte contre le chômage des jeunes en Afrique : qu'est-ce qui est attendu des think tanks africains ? » 14

2 Discours liminaire sur « Apprendre des autres pays en développement : que doivent faire les think tanks africains pour contribuer à la résolution du chômage des jeunes en Afrique ? » 18

3 Discours liminaire sur « Promouvoir la recherche et la formation pour informer les politiques de jeunesse en Afrique subsaharienne » 21

4 Discours liminaire sur « Lutte contre le chômage des jeunes en Afrique : quelques solutions proposées pour aider les décideurs et les gouvernements à remporter la bataille. » 35

5 Discours liminaire sur le thème : « Lutte contre le chômage des jeunes en Afrique à travers le développement des ressources humaines : quelques solutions proposées ? » 39

LISTE DES ACRONYMES

AAP	Alliance pour le partenariat africain
ACBF	Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique
ATTN	Réseau des think tanks afriains
AU	African Union
BAD	Banque africaine de développement
CEA	Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
CESA	Stratégie continentale de l'éducation pour Afrique
CFA	Communauté Financière Africaine
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CUA	Commission de l'Union africaine
EFTP	Enseignement et formation technique et professionnelle
IDH	Indice de développement humain
ODD	Objectifs du développement durable
OSC	Organizations de la société civile
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
ReNAPRI	Réseau régional des instituts de recherche en politiques agricoles
SADC	Communauté de développement d'Afrique australe
STISA	Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation pour l'Afrique
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine



RÉSUMÉ DES MESSAGES CLÉS ET RECOMMANDATIONS

Ce Rapport sur le 5^{ème} Sommet des think tanks d'Afrique présente les messages clés et les recommandations proposées pour relever le défi du chômage des jeunes.

Plusieurs **messages clés** sont issus du Sommet, dont certains incluent les importants points suivants :

Le chômage est un problème de développement multidimensionnel qui doit être résolu à travers des partenariats multipartites, pouvant s'attacher à développer des solutions holistiques pour relever les défis importants du chômage des jeunes.

La collaboration dans des partenariats multipartites pour accroître les opportunités d'emploi pour les jeunes aboutirait réellement à la création d'emplois dans des secteurs nécessaires pour le renforcement des capacités requises pour une croissance économique et un développement durables. Cela pourrait ainsi créer une économie orientée vers ce que les Africains veulent.

Les recommandations clés suivantes pour lutter contre le chômage des jeunes sont proposées en se basant sur les thèmes du Sommet.

Thème	Suggestions
Qu'attend-on des think tanks africains ?	• Collaborer avec, entre autres, les institutions éducatives, des décideurs politiques, la jeunesse, le secteur privé, les communautés et les groupes sociaux ; • Recruter des jeunes chercheurs ; • Mobiliser des ressources internes ; • Examiner les bonnes pratiques pour produire des connaissances locales ; et • Produire des recherches basées sur des preuves pour éclairer l'élaboration des politiques.
Leadership et défi du chômage des jeunes en Afrique	• Redéfinir les « carrières brillantes », en mettant l'accent sur l'éthique plutôt que sur la simple accumulation de biens matériels ; • Convertir le personnel administratif universitaire et le corps professoral pour changer les mentalités des étudiants, afin de leur permettre de devenir des penseurs et des innovateurs, qui offrent un leadership impliqué, responsable et guidé de l'intérieur ; • Accélérer la diversification des économies africaines pour créer plus d'emplois.

Thème	Suggestions
Développement du secteur privé requis pour créer des emplois pour les jeunes	• Le secteur privé devrait collaborer avec les think tanks et le gouvernement pour la formation à la recherche et sur l'entrepreneuriat ; • La corruption et le népotisme devraient être énergiquement contrastés ; • Encourager les PME à créer des emplois pour les jeunes ; • Promouvoir la transformation agricole à valeur ajoutée, en donnant un accès aisé au capital d'investissement et en réorientant la formation pour se concentrer sur la formation technique et professionnelle ; • Multiplier les démarches pour le commerce continental transfrontalier.
Développement des compétences techniques essentielles pour créer des opportunités d'emploi durables pour les jeunes	• Investir massivement dans l'EFTP ; • Créer des centres de ressources scientifiques et encourager les jeunes à s'impliquer dans la recherche et le développement ; • Initier des interventions au niveau de l'école primaire et secondaire pour améliorer les compétences essentielles et pour professionnaliser les jeunes fermiers et les entrepreneurs ruraux.
Rôle de l'entrepreneuriat et des entreprises agricoles	• Envisager la création d'emplois dans le secteur du transport et du stockage agricole ; • Ajouter de la valeur en africanisant les produits, pour attirer les marchés internes et externes.

Les listes détaillées des recommandations faites lors des sessions plénières, des événements parallèles et des sessions séparées se trouvent en Annexe I et II de ce rapport. Le rapport inclut aussi le communiqué (Annexe III), qui a été prononcé et approuvé à la fin du Sommet.

1

CONTEXTE

Le **cinquième Sommet des think tanks d'Afrique** s'est tenu du 5 au 7 avril 2018 au Labadi Beach Hotel à Accra (Ghana) sur le thème « ***Lutte contre le chômage des jeunes en Afrique : solutions innovantes proposées par les think tanks*** ».

Le choix du thème du Sommet s'explique par le fait que les emplois et les opportunités pour les jeunes sont des priorités absolues du monde contemporain et bien qu'ils aient besoin d'emploi, les jeunes sont aussi essentiels pour leur création. C'est dans ce contexte que la Commission de l'Union africaine a proclamé la période 2009-2018 « Décennie du développement des jeunes ». Au moment où la décennie tire à sa fin, un bilan montre que, même si certains pays africains ont des taux de croissance élevés, ils ne se sont pas traduits en emplois. Le taux de chômage du continent était de 8% environ en 2016-2017, ce qui en termes absolus correspond à une croissance du chômage total de 1,2 millions entre 2016 et 2017.

La réalité sur laquelle le thème du Sommet a été conçu, est qu'en Afrique les jeunes ont trois fois plus de chances que les adultes de se retrouver au chômage ! La note conceptuelle du Sommet, en citant un rapport de la Banque africaine de développement, pointe que : « la moitié des jeunes sont sans emploi ou inactifs, tandis que 35 % occupent des emplois vulnérables. Alors que l'inégalité entre les sexes demeure un défi, le paradoxe reste que le taux de chômage des jeunes augmente avec le niveau d'éducation, suggérant ainsi que les systèmes éducatifs africains ne préparent pas suffisamment les apprenants au marché du travail ». Par conséquent, malgré la mise en œuvre dans les pays africains de nombreuses politiques et de stratégies pour lutter contre le chômage des jeunes, elles n'ont produit aucun changement majeur dans la création d'emploi, surtout parmi les jeunes.

Compte tenu de ces réalités et sur la base du succès des précédents Sommets des think tanks d'Afrique, le cinquième a été organisé pour partager des expériences et proposer des actions afin de lutter contre le chômage des jeunes en Afrique. Le Sommet 2018 a été organisé en partenariat avec le gouvernement du Ghana et l'Institut pour la gouvernance démocratique (IDEG), un think tank de premier plan au Ghana. Les autres partenaires sont la Banque africaine de développement (BAD), la Commission de l'Union africaine (CUA), la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Initiative Think Tank, la Fondation Bill and Melinda Gates, la Fondation William and Flora Hewlett, le Réseau régional des instituts de recherche sur les politiques agricoles (ReNAPRI) et l'Alliance pour le partenariat africain (AAP).



2

OBJECTIFS

Le Sommet des think tanks africains 2018 visait à proposer des stratégies et des recommandations concrètes grâce auxquelles les think tanks pourront contribuer de façon significative à la promotion de la création d'emplois dans le contexte de la vision de l'Afrique tel qu'il ressort de l'Agenda 2063 et l'Agenda mondial 2030 (Objectifs de développement durable ou ODD).

Les objectifs spécifiques du Sommet étaient de :

- Discuter du rôle qu'un leadership efficace peut jouer pour relever le défi du chômage des jeunes en Afrique ;
- Partager des expériences sur la façon de développer un secteur privé dynamique susceptible de créer des emplois pour les jeunes ;
- Réfléchir sur la façon de renforcer les compétences techniques essentielles nécessaires pour créer des opportunités d'emplois durables pour les jeunes ; et
- Proposer des solutions pratiques pour l'emploi des jeunes en Afrique à travers le partage d'innovations et de bonnes pratiques, y compris l'entrepreneuriat et les entreprises agricoles.

Ces objectifs ont été atteints pendant les trois jours du Sommet par le biais de plusieurs discours liminaires, de présentations, de discussions, d'interactions et d'événements parallèles. Un total de **113 participants** provenant **de 32 pays** africains et non africains ont pris part au Sommet. Vingt-huit **(28)** étaient des femmes, constituant 24,7% des participants.



3

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE : DISCOURS D'OUVERTURE ET DE BIENVENUE

Les organisateurs ont souhaité la bienvenue aux participants et ont été félicités pour leur œuvre de promotion du Sommet des think tanks d'Afrique, qui a commencé avec des plateformes et des rencontres en Afrique du Sud, en Éthiopie, au Zimbabwe et en Côte d'Ivoire. Les participants, en tant que think tanks, ont été encouragés à proposer des réflexions et des actions transformatrices.

Il a été reconnu que, bien que le problème du chômage des jeunes soit issu de l'inadéquation entre l'enseignement et les exigences du marché du travail, la création d'emploi est la clé de la solution du problème. Les think tanks ont été encouragés à devenir proactifs et novateurs pour offrir des solutions locales aux décideurs politiques afin de résoudre le problème.

Les organisateurs ont exprimé leur gratitude au gouvernement et au peuple ghanéen pour avoir aimablement accueilli le 5^{ème} Sommet des think tanks d'Afrique. Les participants ont été informés que l'augmentation de la participation et la présence significative d'environ 200 participants, par rapport aux 40 personnes lors du Sommet inaugural de Pretoria en 2014, est une indication du succès du Sommet. Il a été affirmé que cela témoigne d'une maturité accrue parmi les think tanks de la compréhension de l'importance des plateformes pour le partage des connaissances et des solutions. Par conséquent, il est nécessaire de multiplier les partenariats, pour permettre aux think tanks de produire des contributions importantes pour la société.

Le chômage a été assimilé à une catastrophe économique, qui menace la stabilité des pays. Il a été affirmé que la croissance économique ne peut pas éliminer la pauvreté de façon durable, à moins qu'elle ne soit associée à la création d'emploi. Les think tanks ont été mis au défi afin de développer des bases de données statistiques, désagrégées par genres et population jeune, afin de présenter des recherches crédibles et fondées sur des preuves pour promouvoir des solutions socialement inclusives. En reconnaissance du rôle clé que les think tanks peuvent avoir dans la promotion de la croissance économique et du développement, les gouvernements africains ont été appelés à apporter leur soutien aux think tanks africains.

Encadré 1. Discours d'ouverture sur « La lutte contre le chômage des jeunes en Afrique : qu'est-ce qui est attendu des think tanks africains ? »

Le discours d'ouverture s'est concentré sur les défis de la lutte contre le chômage des jeunes en Afrique, avec une attention particulière sur le rôle des think tanks. La gravité de la situation du chômage en Afrique a obligé les gouvernements à formuler des politiques plus efficaces pouvant également résoudre les problèmes du chômage des jeunes.

L'intervenant a illustré son propos à l'aide de l'agenda *Le Ghana au-delà de l'aide*, qui concorde parfaitement avec l'Agenda 2063 de l'Union africaine et les Objectifs du développement durable (ODD), tout en œuvrant à accroître les opportunités d'emploi pour les jeunes. Il a souligné la situation dramatique du chômage au Ghana, qui a ironiquement mené à la création d'une Association des diplômés au chômage, dont l'augmentation des effectifs est stupéfiante.

En continuant avec l'exemple particulier du pays, l'intervenant a affirmé qu'il était prévu que le Ghana soit l'économie avec la croissance la plus rapide au monde en 2017, qu'il a attribué à la bonne gestion économique et à la mise en œuvre de stratégies, telles que la suppression des impôts vexatoires et l'adoption d'un programme « planter pour l'alimentation et les emplois », essentiellement visant les jeunes. Il a souligné que le budget 2018 du Ghana insiste sur l'entrepreneuriat, comme instrument de création d'emplois, avec une attention particulière sur : a) l'offre gratuite d'enseignement et de formation technique et professionnelle (EFTP) ; b) l'encouragement à l'inscription ; et par conséquent c) la mise en place pour le pays d'une base solide de main d'œuvre technique de niveau intermédiaire.

L'orateur de marque a attiré l'attention sur le fait qu'atteindre ces objectifs pour subvenir aux besoins socio-économiques des nations et du continent nécessite un soutien aux think tanks africains. Les think tanks ont été encouragés à : (1) recruter des jeunes chercheurs en tant que moyen pour renforcer les capacités et promouvoir l'emploi des jeunes ; (2) intensifier les campagnes pour la mobilisation des ressources intérieures ; (3) examiner l'expérience des think tanks états-uniens qui proposent les meilleures pratiques pour produire des connaissances locales ; et (4) fournir des preuves s'appuyant sur des recherches pour des prises de décision judicieuses.

L'intervenant a conclu en soulignant le besoin de mettre un frein aux taux élevés de chômage parmi les diplômés, en remarquant que seulement quelques-uns des 10–12 millions d'étudiants africains qui sortent chaque année des écoles parviennent à trouver un emploi rémunéré. Cette situation pourrait être aggravée par la croissance actuelle de la population jeune africaine de 262 millions.

Questions et réponses

En répondant à une question sur l'état de l'intégration ouest-africaine, l'orateur de marque a expliqué que, dans la quête d'une monnaie commune ouest-africaine, le gouvernement du Ghana et de la Côte d'Ivoire ont fait des progrès notables pour remplir les critères de convergence pour la rendre opérationnelle en 2020. Le Nigeria et l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) n'ont pas encore décidé de leur participation.

Sur la question des conséquences de l'explosion des inscriptions due à l'introduction de l'instruction de base gratuite jusqu'au niveau de l'école secondaire supérieure, l'intervenant a expliqué que l'instruction gratuite a été une option préférentielle pour les pauvres et il a suggéré que son succès est lié à la détermination du Ghana à fournir des interventions sociales comme l'instruction secondaire supérieure gratuite, la réduction des tarifs énergétiques et le renforcement du système national de sécurité sociale. Il a souligné qu'aucun pays ne peut résoudre ses problèmes de développement de moyen terme, sans l'enseignement. Il a cité l'enseignement et la formation de type allemand fondés sur les compétences, comme la meilleure pratique nécessaire au développement du Ghana.

Sur la question de l'abolition des impôts vexatoires, l'intervenant a soutenu que l'État ne devrait pas être perçu comme inutilement coercitif et de ce fait les impôts dissuasifs doivent être supprimés. En supprimant ces impôts, l'année dernière le Ghana a perdu environ un milliard de *cedis* de revenus, mais leur suppression a aussi stimulé la croissance économique. Il a affirmé que plus les individus sont libres, plus il leur est aisé de répondre positivement aux politiques nationales.

En conclusion, l'orateur de marque a commenté sur les rumeurs cachées des universités craignant la victimisation politique et il a exhorté tout le monde, surtout les think tanks, à assumer leur rôle spécifique de partenaires stratégiques du développement en général et tout particulièrement dans la lutte contre le chômage des jeunes.

4

SESSION PLÉNAIRE I : PANEL DES LEADERS D'OPINION SUR « LEADERSHIP ET DÉFI DU CHÔMAGE DES JEUNES EN AFRIQUE »

Messages clés

On attribue aux leaders la responsabilité du problème persistant du chômage des jeunes. Certes, les leaders politiques incluent les problèmes du chômage dans leurs programmes pour arriver au pouvoir mais, une fois au pouvoir, ils oublient leurs promesses. Selon certains panelistes, l'Afrique doit dépolitiser les programmes pour l'emploi des jeunes, de façon à ce qu'une continuité de mise en œuvre soit assurée, en dépit des changements d'administrations politiques. Il n'y a pas eu un accord général sur l'inadéquation entre les exigences du marché du travail et les diplômés qui sortent des universités, puisqu'il existe une pléthore de réformes pour préparer les étudiants au monde du travail. L'enseignement universitaire permet aux étudiants d'appliquer les compétences acquises dans le plus vaste monde du travail.

Il a été remarqué que, malgré le manque de données, le problème du chômage des jeunes reste largement connu. Les think tanks ont été exhortés, en tant qu'organisations intellectuelles, à faciliter l'utilisation des politiques comme catalyseurs de croissance. Les think tanks doivent ainsi renforcer leurs capacités de leadership pour devenir des agents transformationnels dans tous les domaines (politique, industriel, civil, etc.), puisque sans innovation, l'Afrique ne peut pas surmonter ses défis de développement. Les pays africains ont été encouragés à promouvoir l'entrepreneuriat chez les jeunes pour la création d'emploi à travers un engagement solide avec le secteur privé.

Les panelistes se sont trouvés en accord sur le fait que le leadership est fondamental pour la transformation des économies africaines, surtout du fait que 12 millions de jeunes africains sont proposés chaque année sur le marché du travail – et seulement 3 millions trouvent un emploi. Ils ont suggéré la création d'incubateurs d'entreprises, comme un moyen pour accélérer le développement du secteur privé africain. Par conséquent, il y a eu un appel pour une vision inspiratrice, qui soutient le développement d'une culture entrepreneuriale pour les diplômés afin qu'ils deviennent travailleurs indépendants, après avoir complété leurs études universitaires.

Même si la formation professionnelle et d'autres projets de microfinance mis en œuvre dans plusieurs pays ont pu être utiles, le panel a mis en garde des approches fragmentaires, qui ralentissent le progrès dans la lutte contre le problème

du chômage. Tout comme le leadership visionnaire et les plans stratégiques liés à l'Agenda 2063 et aux ODD, les panélistes ont prôné un leadership avec un état d'esprit engagé, responsable et piloté de l'intérieur.

Discussions et recommandations

Les participants ont fait part des **recommandations** suivantes :

- Des approches holistiques sont requises pour la lutte contre le chômage des jeunes. Cela signifierait veiller spécialement à accroître : a) les qualifications professionnelles ; mais aussi b) l'alphabétisation des jeunes qui ne sont pas scolarisés, surtout les analphabètes ;
- Il faut analyser les dynamiques du secteur formel et informel et développer des programmes d'emploi pragmatiques pour créer des emplois pour les jeunes dans le secteur informel ;
- Les parties prenantes doivent : a) passer en revue les valeurs et l'éthique qui soutiennent l'industrie et la définition des « carrières brillantes » ; et b) changer les mentalités des enfants, pour qu'ils se penchent sur les modalités pour atteindre le succès, en valorisant l'éthique plutôt que la simple accumulation de richesse ;
- Pour résoudre ou réduire le chômage, il faut une évaluation des moyens par lesquels les politiques pour l'emploi favorisent l'interaction entre les agences gouvernementales pertinentes et au sein de celles-ci, le secteur privé et d'autres parties prenantes ;
- Au moment où le monde fait l'expérience de la guerre commerciale entre l'Amérique et la Chine, les leaders africains devraient éliminer le protectionnisme pour accroître les perspectives économiques et les opportunités d'emploi pour les jeunes. La coopération sud-sud, y compris la coopération entre l'Afrique et le monde arabe, devrait être considérée comme un moyen stratégique pour avancer ;
- Le continent a besoin de leadership qui applique l'innovation : l'Afrique a besoin d'économies avec des penseurs et des innovateurs, avec une vision d'ensemble et des compétences entrepreneuriales ;
- Dans un monde où « des personnes âgées analogiques » décident pour « une jeunesse numérique » et où il y a inadéquation entre les connaissances, les compétences et les attentes, il y a un besoin fondamental de reconvertir les leaders académiques et le personnel enseignant des institutions supérieures ;
- L'emploi est une question de droits humains, de ce fait l'accélération de la diversification des économies africaines pour créer des emplois devrait être un objectif prioritaire ; et
- L'Afrique a besoin de revoir son système scolaire et de mettre l'accent sur l'EFTP.

5

DÉJEUNER-DÉBAT

Le déjeuner a été une opportunité unique pour les professionnels juniors et les jeunes chercheurs de s'asseoir à des tables différentes et de présenter leurs projets de recherche aux participants expérimentés du Sommet des think tanks. Cette session (« Assistance par les pairs ») a accru leur compréhension des multiples dimensions de leurs sujets respectifs. L'interaction a permis aux jeunes chercheurs de clarifier la finalité et les modalités pour progresser dans leurs projets respectifs. Les sujets suivants ont été proposés et discutés :

- **Rôle de l'aide étrangère dans l'emploi des jeunes en Afrique** – *Comment l'aide étrangère a-t-elle favorisé ou entravé la création d'emplois ?*
- **Entrepreneuriat social en tant que moyen de lutte contre le chômage des jeunes** – *Est-ce une solution ?*
- **Economie informelle et emploi des jeunes** – *Une révision pourrait-elle contribuer à résoudre le chômage des jeunes en Afrique ?*
- **Résoudre le chômage des diplômés en Afrique à travers les systèmes éducatifs nationaux** – *Que peut-on faire pour améliorer la réactivité du système éducatif au marché du travail ?*
- **Effets des politiques environnementales sur la croissance économique** – *Quelles sont les implications sur le marché du travail ?*
- **Défis de la mise en œuvre des politiques d'emploi des jeunes** – *Quelles contraintes continuent d'entraver le succès ?*
- **Promotion des opportunités pour le travail indépendant dans le secteur informel** – *Le gouvernement pourrait-il mettre à profit le secteur informel pour lutter contre le chômage des jeunes ?*
- **Rôle de la formation professionnelle dans la lutte contre le chômage des jeunes** – *Pourrait-on accorder plus d'attention à la formation professionnelle dans l'enseignement de base ?*
- **Rôle du secteur agricole dans la lutte contre le chômage des jeunes** – *Le programme « Planter pour l'alimentation et l'emploi » du Ghana est-il la solution ?*

Encadré 2. Discours liminaire sur « Apprendre des autres pays en développement : que doivent faire les think tanks africains pour contribuer à la résolution du chômage des jeunes en Afrique ? »

Sur ce que l'Afrique peut apprendre des autres continents et sur ce que les think tanks peuvent faire pour résoudre le problème du chômage des jeunes en Afrique, l'intervenant a affirmé que les think tanks font vraiment partie de la solution. La façon la plus efficace d'aider est la formation de partenariats et le travail commun pour fournir une solution holistique au problème.

Il a remarqué que le chômage est un défi mondial, puisque partout les jeunes sont virtuellement délaissés. Ils forment néanmoins une audience à la disposition des think tanks pour travailler en partenariat avec les politiciens pour proposer des solutions. Il a suggéré que les idées politiques devraient se résumer à des prises de décision plus éclairées, des sites internet en ligne, l'EFTP et l'investissement pour le mieux-être.

6

SESSION PLÉNIÈRE II : « DÉVELOPPEMENT D'UN SECTEUR PRIVÉ DYNAMIQUE SUSCEPTIBLE DE CRÉER DES EMPLOIS POUR LES JEUNES »

Messages clés

Ayant souligné que 73 millions de jeunes sont actuellement à la recherche d'un emploi, deux tiers desquels sont sous-employés, le panel s'est concentré sur comment renforcer les capacités du secteur privé pour accroître les opportunités d'emploi. Le panel a présenté le secteur privé comme le centre de la création d'emploi, puisqu'il contribue au développement économique et à l'emploi dans le secteur public et privé. Le panel a présenté les moyens par lesquels le secteur privé peut favoriser l'emploi, qui incluent mais ne se limitent pas : a) au développement des compétences et à la formation ; b) aux politiques et au plaidoyer.

Les panelistes ont mis en exergue le rôle des think tanks en tant qu'intermédiaires entre le secteur privé et le gouvernement, pour s'assurer que les projets d'emploi soient multisectoriels. En citant les expériences de la Corée, qui a créé un Conseil pour le développement économique qui octroie des subventions pour favoriser la constitution d'entreprises privées, les panelistes ont incité les think tanks à œuvrer pour changer les mentalités des gouvernements africains à ne plus considérer le secteur privé comme un concurrent, mais à l'inclure comme un collaborateur.

Il y a eu un accord général sur le fait qu'il faut une volonté politique pour un agenda de développement propulsé par une croissance induite par le secteur privé. Les politiciens sont exhortés à : a) accroître la confiance et créer un environnement favorable pour attirer les investissements du secteur privé ; et b) décourager la corruption et le népotisme dans tous les secteurs. Pour encourager la croissance induite par le secteur privé, les membres du panel ont conseillé aux États africains de passer de la formation pour les emplois de col blanc à des cursus et des formations techniques et professionnelles. Dans ce sens, le panel a encouragé à faciliter l'accès au capital d'investissement, surtout pour les PME, et a préconisé la transformation agricole, s'appuyant sur les exploitations à grande échelle pour l'exportation et l'agrobusiness pour ajouter de la valeur. Tout en libérant le potentiel du secteur énergétique, le panel a recommandé une volonté politique qui faciliterait la diversification des économies et accroîtrait le commerce intrafricain.

Le panel a discuté des contraintes liées à l'agriculture, comme les taux d'intérêt élevés pratiqués par les banques et les taux de décrochage à l'école secondaire, qui limitent le développement des opportunités d'emploi dans le secteur agricole. Du fait de l'absence de grandes entreprises agro-alimentaires, le panel a suggéré

que des incitations doivent soient offertes aux PME pour leur donner plus d'essor dans la création d'emploi et absorber le chômage des jeunes. Il a été aussi suggéré de réorienter la formation scolaire pour se concentrer sur l'enseignement technique et professionnel, comme un moyen pour produire les diplômés dont le marché du travail a besoin.

Malgré les taux de croissance économique élevés de certains pays africains, le panel a soutenu que certains de ces cas restent une croissance sans emploi et donc pas durable. La raison de cette contradiction apparente est que les forces du marché, qui déterminent les types de compétences professionnelles requises, n'ont pas encore atteint les objectifs souhaités. Il a été de ce fait recommandé des efforts communs du secteur public et privé pour créer les emplois requis pour les chômeurs. L'exemple de l'Asie du sud-est a été cité comme un modèle pour la planification du développement sur le long terme et pour la création d'un environnement favorable pour que d'autres secteurs prospèrent.

En partant du postulat selon lequel la mission de la création d'emploi vient du secteur privé, et non des gouvernements, le panel a proposé le dialogue entre le secteur public et le secteur privé pour combler le fossé et parvenir à un consensus sur les priorités et les défis. Il a été suggéré des réglementations pour soutenir le commerce intercontinental et la réforme fiscale pour que les petites entreprises ne soient pas supplantées par les impôts sur les sociétés. Les autres défis énumérés incluaient l'absence de politiques sur la propriété intellectuelle et le financement de la recherche et développement, qui contribuent à la redondance des entreprises locales.

Pour renforcer les capacités du secteur privé, les propositions particulières suivantes ont été avancées : a) intégrer les PME dans les chaînes d'approvisionnement régionales et mondiales ; b) créer des fonds d'incubation (par exemple avec le 10% du montant de chaque contrat allant dans un fond pour les PME) ; et c) créer des entreprises pour ajouter de la valeur. Les gouvernements africains ont été par ailleurs exhortés à développer une stratégie efficace d'industrialisation, qui suppose d'identifier de nouvelles compétences requises et d'adapter les programmes et les projets pour les développer. Il a été présenté l'idée complémen-

taire de créer un Pôle entrepreneurial africain qui réunirait chaque année les entrepreneurs pour tisser des réseaux sur des questions comme le renforcement des capacités du secteur privé et la création d'emplois pour les jeunes. Les exemples de jeunes entrepreneurs africains ayant produit des innovations créatrices comme les toilettes sèches et l'utilisation des déchets pour produire des briques ont été cités comme des modèles reproductibles pour accroître les opportunités.

Discussions et recommandations

Les discussions sur les présentations du panel ont engendré les recommandations et les commentaires suivants :

- L'Afrique devrait rapidement cesser d'avoir le rôle basique de « consommateur des résultats de la recherche mondiale » et commencer à rigoureusement produire de la recherche novatrice pour satisfaire ses propres besoins ;
- Les gouvernements ne devraient pas entraver le secteur privé, qui a l'avantage comparatif de soutenir les jeunes pour qu'ils soient des acteurs productifs du développement ;
- Pour créer des emplois, les gouvernements doivent faire attention à :
 - Développer une politique cohérente d'investissements directs étrangers et modifier leurs pratiques selon lesquelles les gouvernements encouragent les investisseurs étrangers au détriment des investisseurs locaux ;
 - Les pays devraient œuvrer à développer des investisseurs locaux dynamiques et vigoureux ; et
 - Les pays devraient corriger leurs déficits structurels à l'aide de politiques et programmes, qui améliorent les interactions entre petites et grandes entreprises, le secteur formel et informel, les entreprises locales et étrangères pour assurer la survie des PME locales.
- Il faut mettre fin aux relations faibles entre les universités et l'industrie et développer des modèles à la pointe dans lesquels les secteurs

public et privé se considèrent comme complémentaires, plutôt que comme des adversaires.

Pour répondre aux questions soulevées sur l'ina-déquation entre les besoins en termes d'emplois de l'industrie et les formations universitaires, il a été expliqué qu'au Nigeria, la Commission nationale des universités possède des normes pour les interactions entre les universités et les industries. Même s'il est obligatoire pour toutes les universités au Nigeria de créer des centres entrepreneuriaux, il a été reconnu que l'impact sur l'employabilité des diplômés est encore modeste.

Dans un autre exemple, les jeunes ont été présentés comme des atouts et le Conseil de développement du Rwanda a été considéré comme le moteur de l'agenda de la création d'emploi. Par ailleurs, il a été noté que l'adoption des politiques appartient aux gouvernements et non aux universités. Par conséquent, toutes les politiques stratégiques devraient porter sur les gouvernements et le secteur privé.

Un autre exemple national a été mis en exergue pour démontrer les efforts faits pour réduire le chômage. Une étude récente montre que les diplômés des universités kényanes ont peu de chances de décrocher un emploi après avoir terminé l'école et ceci prolonge le temps pendant lequel ils restent dans leur famille. D'un autre côté, les diplômés des universités techniques ont plus de chances de trouver un emploi du fait de la préparation acquise à l'école. L'enquête non encore publiée a aussi révélé qu'il y a plus de chances que les firmes ma-

nufacturières emploient des diplômés de l'école secondaire, du fait des exigences salariales plus modestes. Pour ce qui est des avancées de carrière, les résultats de l'enquête indiquent que ceux qui sont à la recherche d'un emploi optent d'abord pour un emploi dans le secteur public, du fait de la sécurité de l'emploi et des évolutions de carrière. Même si le panel a reconnu l'engagement politique kényan, en mettant de côté 30% de son budget de passation des marchés dans un Fonds pour la jeunesse pour les activités entrepreneuriales des jeunes, il a été reconnu que les critères d'accès au fonds doivent être revus.

Le chômage des jeunes a été décrit comme une « bombe à retardement », qui va exploser, surtout du fait que les jeunes constituent un pourcentage important de l'électorat dont les problèmes sont souvent instrumentalisés par les politiciens. Dans certains pays, des initiatives de formation professionnelle ont été lancées, néanmoins les panelistes ont cité les troubles politiques et les crises comme les raisons pour lesquelles les programmes n'ont pas obtenu d'importants succès. Dans d'autres cas, les diplômés des universités finissent dans le secteur informel, ce qui suggère des incitations pour ajouter de la valeur aux formations.

Le panel a conclu en affirmant que le plus tôt l'Afrique mettra en œuvre l'accord commercial transfrontalier continental, récemment signé au Rwanda (tout en réalisant l'agenda *L'Afrique sans l'aide*), plus elle accroîtra son potentiel pour la croissance économique et la création d'emploi dans chaque pays.

Encadré 3. Discours liminaire sur « Promouvoir la recherche et la formation pour informer les politiques de jeunesse en Afrique subsaharienne »

L'intervenant a avancé l'idée selon la recherche appliquée peut inspirer les politiques pour lutter contre le chômage des jeunes sur le continent et, pour ce faire, il a invité les chercheurs et les think tanks à s'impliquer dans la recherche appliquée pour des solutions pratiques, applicables et qui fonctionnent. À cet égard, la qualité de l'emploi est importante et il est donc indispensable d'ouvrir aux jeunes les avantages de la technologie digitale, qui nécessite de renforcer les capacités des jeunes chercheurs africains.

Il a également été souligné que la mise en place de partenariats réussis reste aussi fondamentale pour le renforcement des capacités de recherche, de même que les programmes collaboratifs pour améliorer la qualité de la formation des jeunes, des femmes, des petits producteurs agricoles et des PME. Etant donné que les jeunes sont une population hétérogène, des interventions standardisées sont des approches inappropriées. L'intervenant a soutenu que les solutions politiques au problème du chômage des jeunes devraient identifier quatre types de catégories d'emplois pour les jeunes : les jeunes ruraux, les jeunes avec des compétences et les travailleurs autonomes, les jeunes apprentis et les entreprises urbaines. Nollywood au Nigeria, qui crée de nouveaux moyens d'existence pour l'industrie de l'art, a été cité pour illustrer le succès des interventions et des initiatives du secteur privé.



7

SESSION PLÉNIÈRE III : « RENFORCER LES COMPÉTENCES TECHNIQUES ESSENTIELLES POUR CREER DES EMPLOIS DURABLES POUR LES JEUNES »

Messages clés

La session a été ouverte par une demande spéciale à ce que les participants consacrent du temps à la lecture de l'Agenda 2063 pour la renaissance de l'Afrique de l'Union africaine. Trois sujets ont été au cœur des délibérations : a) le leadership ; b) la création d'un environnement propice au développement du secteur privé ; et c) les compétences essentielles au marché du travail.

Pour dissiper les idées reçues selon lesquelles les emplois sont uniquement produits par le secteur formel, il a été noté que certains pays possèdent des taux d'emplois élevés dans le secteur informel. Le Cambodge par exemple possède le plus bas taux de chômage, du fait d'un taux d'emploi de 80% dans le secteur informel. Cela étant, les efforts pour accélérer le développement industriel africain et accroître les opportunités d'emploi visent souvent le secteur formel.

Le cas du Swaziland a été cité comme un pays avec un taux de chômage très élevé, qui pénalise disproportionnellement les femmes. En outre, seulement 1 diplômé sur 5 du système d'EFTP national sera qualifié pour les emplois industriels. Dans le but de relever les défis du chômage, des recherches ont été menées pour identifier des domaines d'emploi existants et potentiels pour les jeunes. Les résultats montrent que la plupart des jeunes sont employés dans le secteur public et le gouvernement, suivi par le secteur des ONG, avec un nombre encore plus réduit dans le secteur privé et les entreprises. Dans ce contexte, les panelistes ont remarqué qu'il n'y a aucune incitation ni un agenda national de recherche et développement pour que le secteur privé tire profit des opportunités existantes. De même, les cursus académiques ne sont pas fréquemment révisés, ce qui est aggravé par l'absence de standards nationaux reconnus basés sur les compétences.

Les solutions proposées pour corriger les problèmes du chômage des jeunes, incluaient le besoin :

- D'améliorer les compétences en ressources humaines, par le développement d'incitations pour encourager les jeunes à s'engager dans la recherche et le développement industriel ;
- D'augmenter les investissements dans les infrastructures de recherche et développement, en renforçant de ce fait le système national d'innovation ;

- De favoriser les investissements dans l'EFTP, qui vont forcément engendrer des avantages économiques pour le pays ; et
- De mettre en relation l'université avec le système d'EFTP, en créant des structures de coordination comme la Direction de l'EFTP au sein du Ministère de l'enseignement.

Au-delà des politiques nationales, il existe d'autres politiques et stratégies continentales déjà en place, comme l'Agenda 2063, la Stratégie continentale de l'éducation pour Afrique (CESA), la Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation pour l'Afrique (STISA) et la stratégie EFTP, qui visent à créer des emplois et des perspectives d'emploi pour les diplômés.

En phase avec les appels pour le développement de l'EFTP et en reconnaissant l'importance des compétences techniques, les panelistes ont mis en exergue les problèmes liés aux mentalités dans les sociétés africaines. Ils ont remarqué qu'un grand nombre de personnes n'est pas encore réceptif au changement, ce qui entrave les efforts pour résoudre le problème de l'emploi. Des plaidoyers ont été prononcés pour que les pays africains s'engagent à extirper le chômage et à consacrer 1% de leur PIB à la recherche et développement, en suivant le Plan d'action de Lagos de 1980.

Le panel a soutenu que les politiciens doivent être considérés responsables, pendant les élections et dans l'allocation du budget destiné à résoudre le problème de l'emploi des jeunes. Les idées reçues selon lesquelles les emplois devraient être créés pour les jeunes ont été critiquées et considérées comme dépassées. L'accent a plutôt été mis sur la promotion de l'enseignement africain, qui permet aux jeunes de créer de nouveaux secteurs et de nouvelles industries. Une analogie a été faite par rapport à l'industrie de la technologie aux États-Unis, où la plupart des emplois des 25 dernières années n'ont pas été conçus avant que les créateurs des sociétés de technologie n'aient émergé, pour démontrer comment une génération peut façonner l'avenir, sans connaître les prérequis des emplois futurs.

Une attention particulière a aussi été prêtée au développement des compétences essentielles requises par le secteur privé à l'aide de programmes de mentorat aidant les jeunes à créer des petites entreprises. En se prononçant contre les anciennes pratiques des investisseurs étrangers qui utilisent la main d'œuvre africaine sans

les transferts appropriés de connaissances et de savoir-faire, il a été conseillé aux gouvernements d'être des investisseurs proactifs dans l'industrialisation et de s'assurer que les politiques sur les investissements directs à l'étranger produisent de la valeur ajoutée pour les citoyens et créent des opportunités d'emploi pour les jeunes.

Le panel a affirmé que le Ghana a la réputation de posséder un système de formation qui fonctionne bien et qui attire des étudiants étrangers. Malgré cela, l'inadéquation entre les compétences acquises par les jeunes et les prérequis pour accélérer le développement économique national reste un problème sous-jacent pour le pays (comme pour les autres pays africains). Alors que l'économie mondiale du savoir s'appuie sur des compétences et des formations scientifiques à 60% et à 40% sur les sciences sociales, il apparaît que le Ghana fait le contraire. Les bonnes pratiques mises en place ailleurs ont été citées. Pour que l'Afrique avance, il a été affirmé qu'il faut changer les mentalités dominantes et les perceptions erronées, qui décrivent l'EFTP comme le système qui produit des individus voués à ne pas réussir.

Les panelistes ont aussi souligné les défis de la répartition des ressources. En effet, les programmes et les agences pour l'emploi sont parmi les plus dépourvus de ressources. La correction de ce problème nécessiterait un partenariat social et une véritable coordination de plans multisectoriels d'emploi, qui ne soient pas issus d'un seul département. Un exemple qui fonctionne est centré autour de la conception d'une institution nationale, comme le Conseil sud-africain pour le développement économique national et le travail (NEDLAC), qui coordonne les questions liées à l'emploi avec plusieurs parties prenantes (les agences pour l'emploi du secteur privé, les travailleurs, le secteur public, les OSC, etc.). Ce partenariat social facilite la conduite d'études pertinentes sur les déficits de l'emploi, la collecte des données, etc., ce qui rend possible la participation des parties prenantes à la mise en place de bonnes politiques publiques et de choix sur la formation, l'enseignement, l'emploi, et la recherche et développement. Le panel a reconnu que, bien que l'emploi soit un droit pour tous, de bonnes politiques du travail sont nécessaires pour garantir la protection sociale, la sécurité de l'emploi et la sécurité sociale.

Des préoccupations ont été exprimées sur le système éducatif actuel, qui amène plusieurs jeunes à abandonner les études et à devenir vendeurs de rue, où ils peuvent être confrontés à un harcèle-

ment constant et aux abus. Les panelistes ont fait écho aux opinions de ceux qui suggèrent le besoin d'intervenir aux niveaux d'instruction les plus bas (les niveaux de l'instruction primaire et secondaire), plutôt qu'au niveau supérieur pour former des compétences pour l'emploi. Même s'il existe déjà des formations professionnelles pour la couture, pour progresser il faudrait une gamme complète de renforcement des capacités et de formation aux connaissances de la vie pour faire pousser des légumes, élever du bétail, l'utilisation des fertilisants, etc. Une telle formation professionnaliserait les jeunes exploitants agricoles et les entrepreneurs ruraux, qui seraient aidés par d'autres jeunes travailleurs, avec des compétences diverses (comptabilité, TIC, mécanique, construction, plomberie, menuiserie, électricité, etc.). La formation sur les aptitudes de la vie en plus des cursus traditionnels étofferait l'infrastructure existante pour permettre à ceux qui abandonnent l'école ou aux chômeurs d'accéder à des emplois pour la main d'œuvre intermédiaire. Les institutions ont été encouragées à faire appel aux technologies modernes de l'information et de la communication pour développer des compétences et créer ainsi de l'emploi pour les jeunes.

Discussions et recommandations

Une question clé a été pourquoi dans les pays africains les écoles ont maintenues des approches conservatrices obsolètes, alors que les structures économiques ont changé. Il a d'ailleurs été souligné qu'avec de tels systèmes les établissements scolaires forment des demandeurs d'emploi, plutôt que des créateurs d'emploi. En phase avec les suggestions précédentes, il a été remarqué que le meilleur instrument est un changement des mentalités vers l'entrepreneuriat et l'EFTP. Les think tanks ont ainsi été invités à mettre en place une communication solide à ce sujet pour solliciter l'engagement du gouvernement.

Il a néanmoins été affirmé que de nombreux chômeurs appartiennent au secteur de l'EFTP, du fait de sa mauvaise organisation et de sa déconnexion du secteur privé. En fait, le secteur de l'EFTP peut produire plusieurs systèmes de formation, mais ceux-ci peuvent ne pas répondre aux besoins du marché du travail. En accord avec les intervenants précédents, il a été affirmé que l'enseignement technique doit aller de pair avec l'enseignement traditionnel pour démystifier l'idée que l'enseignement technique est pour ceux qui sont en échec scolaire.

Il a été suggéré d'inculquer des compétences personnelles dans les cursus d'enseignement et d'in-

citer à la formation professionnelle pour la rendre attractive – comme cela est le cas en Suisse où seulement 10% des diplômés vont à l'université, alors que les autres se tournent vers l'EFTP. Des propositions ont été faites pour la création locale, la mise en œuvre et le suivi des politiques et l'élimination des modèles qui ne fonctionnent pas.

D'autres suggestions ont porté sur : a) la reconversion des enseignants de l'EFTP ; b) les stages pour les apprentis ; c) la formation en compétences personnelles ; et d) le besoin de penser à la nutrition pendant les premières phases de formation du cerveau chez le nourrisson, puisqu'apparemment un enfant sur trois est retardé et il pourrait donc ne pas acquérir toutes les nombreuses compétences.

Les idées suivantes ont aussi été suggérées : a) revoir le rôle de la culture dans l'acquisition de certaines compétences ; b) orienter les mentalités vers l'entrepreneuriat ; c) soutenir la spécialisation en EFTP, y compris dans les programmes universitaires traditionnels, comme en droit et en médecine ; d) promouvoir le besoin de réviser les institutions pourvoyeuses d'EFTP et demander des habilitations et des certifications internationales ; et e) développer l'autoroute de l'information en Afrique.

Pour conclure, les participants ont affirmé que :

- Pour une planification du développement sur le long terme, les systèmes d'information du marché du travail ont besoin d'une planification fondée sur des preuves pour que les pays rassemblent l'information pour planifier leurs besoins en main d'œuvre ;
- Une formation efficace et basée sur les compétences dans toutes les disciplines est nécessaire pour que les jeunes puissent se perfectionner dans le travail dans lequel ils sont engagés ;
- Pour réaliser 60% des admissions dans l'enseignement supérieur dans les sciences, il y a un besoin essentiel de développement d'infrastructures, comme la création de Centres de ressources scientifiques et d'efforts réfléchis pour démystifier les sciences et les mathématiques ; et
- Les États africains qui ont adopté la Convention d'Addis de 2014 pour la certification et l'harmonisation des curricula doivent aussi la ratifier. Pour l'instant, un seul pays l'a ratifiée contre un minimum de 10 *États nécessaire pour* qu'elle entre en vigueur.



8

SESSION PLÉNIÈRE IV : « LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE DES JEUNES EN AFRIQUE : RÔLE DE L'ENTREPRENEURIAT ET DES ENTREPRISES AGRICOLES »

Messages clés

En soulignant qu'en 2012, 5 individus sur 10 de la population croissante de jeunes étaient en Afrique, il a été remarqué que 65% de la population africaine est âgée de moins de 35 ans, ce qui en fait la population de jeunes qui augmente le plus rapidement. Néanmoins, les dynamiques démographiques ne suivent pas une trajectoire spécifique et sont différentes d'un pays à l'autre. En d'autres termes, même si la population jeune augmente, celle d'autres groupes d'âge diminuent – dû à plusieurs facteurs, y compris à l'amélioration des systèmes de santé.

Les participants ont réitéré le fait que l'explosion démographique des jeunes présente quelques dividendes démographiques, qui montrent qu'en Afrique les taux de chômage des jeunes sont entre 3 et 5 fois plus élevés que ceux des adultes. En outre, plus de 70% des chômeurs vit dans des zones rurales et les femmes sont plus touchées. Par ailleurs, les chômeurs peuvent rentrer dans le secteur informel, qui est caractérisé par une production faible, des salaires bas, des compétences limitées et donc un grand nombre de sous-employés.

En ce qui concerne la question de savoir si encourager l'entrepreneuriat donne une lueur d'espoir pour résoudre le problème du chômage, il a été affirmé qu'environ 22% de la population africaine en âge de travailler crée de nouvelles entreprises. Concrètement les PME sont le principal fournisseur d'emplois pour les femmes, puisqu'il est plus probable pour une femme africaine de créer sa propre entreprise. Même si les entreprises agricoles représentent 10% des activités économiques du secteur agricole, des opportunités d'emploi existent dans l'agrobusiness tels que le transport et le stockage.

À titre d'exemple des initiatives de jeunes entrepreneurs, une étude de cas d'une entreprise commerciale novatrice a été citée. L'idée a été inventée il y a 5 ans pour actualiser la conception de l'enseignement en Afrique. L'entreprise a cherché à résoudre deux problèmes en même temps : a) la gestion des déchets ; et b) la création d'emplois durables, qui ont entraîné la production manufacturière de sacs à dos portables avec des batteries solaires intégrées, comme produit final.

Les entrepreneurs ont été encouragés à imaginer le futur, à chercher des accès aux marchés et à promouvoir les entreprises des jeunes ayant à la tête une femme. Dans cette perspective, la qualité du capital devient stratégique pour

acquérir et offrir les services aux entreprises. Les participants ont plaidé vigoureusement en faveur des entreprises pour viser des économies d'échelle et l'exportation, ce qui nécessite un passage de la création de simples modèles manufacturiers vers la livraison d'un produit.

Sur la question des compétences des jeunes et leurs plans de carrière, l'attention a été sur les moyens par lesquels les organisations peuvent renforcer les capacités des jeunes pour qu'ils intègrent le secteur agricole. En effet, le soutien à l'esprit d'entreprise à l'aide de partenariats pour offrir des programmes de formation pour les PME est une modalité efficace de création d'emploi en Afrique. Cependant, après une revue d'un module expérimental, il a constaté que la formation était à elle seule insuffisante pour créer de l'emploi. Ceci a mené à la conception d'un pôle d'incubation pour former les jeunes et les propriétaires de PME à l'aide de plus de cours et de stages portant sur l'entrepreneuriat. Il a cité l'exemple du gouvernement somalien, avec le Ministère de la jeunesse et de l'emploi, en partenariat avec le secteur privé. Le résultat a été la formation de plus de 500 PME et entreprises de jeunes, en huit mois et la création de 280 nouvelles entreprises – avec 285 nouveaux emplois créés pour les nouveaux apprenants. Il a été révélé que cet exemple de réussite a attiré d'autres organisations internationales en soutien de ce schéma.

Encore pour répondre à la question de savoir pourquoi l'Afrique est en retard, une des explications a été que souvent les processus politiques n'incluent pas des échanges et des partenariats entre les parties prenantes. L'Afrique ne répond pas aux besoins de ses marchés, puisque « l'Afrique produit ce qu'elle ne consomme pas et consomme ce qu'elle ne produit pas ». Il a été conclu que le continent est devenu « intellectuellement paresseux », en continuant à fonctionner dans un marché postcolonial, qui n'est pas contrôlé par l'Afrique. Le continent a été invité à se moderniser, à l'aide de processus novateurs d'ajout de la valeur, avec un esprit africain dans

les produits, qui va attirer les marchés internes et externes. Par ailleurs, il serait nécessaire de résoudre les « propres problèmes de mentalités » et commencer à se poser les bonnes questions pour obtenir les bonnes réponses de développement afin de satisfaire les intérêts et le bien-être des Africains.

Discussions et recommandations

En répondant aux questions posées par les participants, les panelistes ont remarqué que :

- Le chômage ne peut pas être résout en un jour, puisqu'il nécessite des efforts collectifs de toutes les parties prenantes et une compétitivité accrue des PME pour la création d'emploi ;
- Puisque les économies évoluent à l'aide de secteurs de base comme l'agriculture, il faut exploiter cela et apprendre de l'expérience de pays ayant réussi tout en s'interrogeant sur les raisons du succès qui découle d'une conjugaison d'enseignement et de formation professionnelle et technique ;
- Les pays devraient créer des fonds de placement privés et encourager une compétition entre eux pour résoudre les problèmes communs ;
- Les réformes pour corriger les marchés produisent des opportunités d'emploi. Par exemple, le déplacement de la capitale administrative d'Egypte du Caire est en train de créer de nombreux emplois pour les artisans ;
- Pour que les politiciens écoutent les think tanks, les recommandations de ce Sommet devraient être envoyées à l'Union africaine ; et
- Il faut attirer l'attention des jeunes en leur assurant l'accès à la terre et en la rendant accessibles pour eux.

9

ÉVÉNEMENTS PARALLÈLES

Événement parallèle 1 : « La diversification des exportations et emploi en Afrique »

Messages clés

Pendant les dernières décennies, l'Afrique a fait l'expérience d'exportations relativement florissantes et de la croissance du commerce. Néanmoins, cette croissance n'a pas engendré des opportunités d'emploi importantes, surtout pour les groupes les plus vulnérables comme les femmes et les jeunes. Le phénomène de la croissance sans création d'emplois a été attribué au manque de diversification, ce qui produit le constat que les avantages potentiels du commerce ne sont pas automatiques, mais dépendent des politiques nationales et des conditions macroéconomiques spécifiques. Les défis de la diversification de l'exportation identifiés sont les suivants :

- La pauvreté des infrastructures ;
- Un manque de financements, surtout pour les petits et moyens exportateurs ;
- La faiblesse des capitaux humain et physique ;
- Un coût élevé d'exploitation des entreprises ;
- L'accès limité aux marchés ; et
- Une compétitivité faible à l'exportation.

À la suite de l'expérience du Nigeria, de nombreuses politiques ont été mises en place pour lutter contre le chômage des jeunes, néanmoins le défi vient des moyens pour rendre financièrement durables ces initiatives. Dans le cas de l'expérience du Ghana, l'on assiste à la mise en place de secteurs prometteurs, comme la production de sel, qui offre des opportunités de diversification. Dans ce contexte, les panelistes ont donné plusieurs recommandations sur les modalités pour améliorer la contribution de la diversification de l'exportation à la création d'emploi.

Discussions et recommandations

Les participants ont proposé les recommandations suivantes :

- Les gouvernements africains devraient trouver des moyens proactifs et des stratégies pour encourager la diversification. Ceci nécessite la compréhension des principaux facteurs moteurs de la diversification et la création d'un environnement favorable pour la diversification de l'exportation ;
- La promotion des investissements dans le capital humain et le développement des compétences devrait être une priorité pour les gouvernements africains, de même qu'une stratégie pour accroître la compétitivité et améliorer la mobilité professionnelle ;
- Les pays africains devraient choisir une stratégie de diversification des exportations, qui accroisse les perspectives de création durable d'emploi. Pour ce faire, la stratégie de diversification devrait être corrélée à l'adoption de processus très demandeurs de main d'œuvre, en développant des liens entre les activités et les secteurs et en s'assurant que le travail reçoive une proportion équitable des gains de la diversification ;
- Les gouvernements devraient développer un environnement propice à la participation du secteur privé à l'économie ;
- Les investissements directs étrangers ne devraient pas être préférés aux industries locales, qui ont besoin de produire et d'améliorer les nouveaux produits primaires et les activités pour encourager l'amélioration de la qualité des produits d'exportation existants ; et
- L'Afrique peut apprendre de l'expérience asiatique, mais les pays doivent sélectionner les expériences qui correspondent à leur situation économique et démographique unique.

Événement parallèle 2 : « Rôle des think tanks d'Afrique dans l'élargissement des possibilités futures d'emploi des jeunes en vue de l'appui à la transformation agricole »

Messages clés

L'Afrique est un important importateur net de produits agricoles, avec plus de 355 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère ou modérée, malgré le fait qu'elle possède 60% des terres arables inutilisées dans le monde. Ces terres inutilisées peuvent potentiellement nourrir 9 milliards de personnes d'ici 2025. Le secteur manufacturier représenterait moins de 20% des exportations en 2015 et offre de nombreuses opportunités de croissance et de développement. Une focalisation accélérée sur le développement agricole et industriel : a) transformerait les matières premières pour éliminer la pauvreté ; b) permettrait de créer des emplois pour 12 millions de jeunes ; c) permettrait de développer l'entrepreneuriat rural ; et d) augmenterait la productivité.

Un effort concerté des think tanks, des principales parties prenantes et des institutions panafricaines pourraient mieux répondre aux problèmes liés aux compétences nécessaires pour relever efficacement et avec succès les défis du chômage

des jeunes. *La Décennie du développement industriel de l'Afrique, le Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique, le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, la Plate-forme économique africaine* de l'Agenda 2063 et d'autres initiatives de l'Union africaine ont été soulignées comme des politiques visant à promouvoir la transformation structurelle des économies africaines et à développer les futures opportunités d'emploi des jeunes, en appui à la transformation agricole.

Il serait problématique de commencer à s'attaquer au chômage des jeunes en ciblant la population des jeunes entre 15 et 35 ans. Il est nécessaire de commencer à poser les questions suivantes : a) Que se passe-t-il entre la naissance et l'âge de 15 ans ? et b) S'agit-il seulement de la nutrition, ou devrions-nous également tenir compte de l'importance d'inculquer certaines valeurs et développer les compétences nécessaires dans les années de formation d'une personne ? De telles questions faciliteraient la formulation de politiques et de stratégies susceptibles d'arrêter

les risques de chômage, avant que les jeunes atteignent l'âge critique.

Un programme en cours au Sénégal a été donné en exemple. Il offre aux jeunes de 2 à 20 ans une formation en science, technologie, ingénierie et mathématiques et en compétences commerciales. Sur 100 étudiants, seulement 36 entreraient dans le secondaire et seulement 6 seront admis dans des établissements d'enseignement supérieur. Il est donc nécessaire de préparer les enfants, avant qu'ils n'atteignent la catégorie des « jeunes », en dispensant des cours sur les valeurs et compétences agricoles dans les écoles primaires et secondaires, de manière à en faire des cibles d'emploi pour l'agro-industrie. L'adoption et le succès d'une telle approche nécessiterait un *changement de mentalité*.

Il a également attiré l'attention sur l'importance et le problème de l'encadrement des jeunes dans « l'espace agricole ». Il a été posé la problématique de l'approche des académiciens et de leur processus de « sur-intellectualisation », qui prend les jeunes pour des sujets d'expérimentation. Au moment où des analyses sur « la jeunesse » sont menées, les jeunes sont entraînés de mourir, s'engagent dans le terrorisme, etc. Il a suggéré de penser « hors des sentiers battus » et de développer des approches centrées sur l'individu et pouvant être adaptées à 1 jeune à la fois. Une telle orientation impliquerait des processus holistiques d'apports psychologiques, intellectuels et sociaux, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la maison, afin de changer les mentalités et pour que les jeunes voient l'agriculture comme une opportunité viable.

En réfléchissant sur le ralentissement du taux de croissance des emplois et des problèmes de préparation à l'emploi, la question de savoir où trouver des opportunités et que faisons-nous a-t-elle été posée. Parce que les moyens de subsistance des jeunes dépendent de la transformation agricole, les opportunités d'emplois agricoles peuvent être élargies en inversant la tendance des importations alimentaires vers des économies agro-industrielles diversifiées avec des services alimentaires qui augmentent les opportunités d'emploi des jeunes. Si 65% des économies africaines sont tirées par l'agriculture, avec plus d'investissements, il y aura une demande de services (coiffeurs, couturières et tailleurs, mécaniciens, charpentiers, etc.) et d'emplois. Le Groupe a

également souligné que les think tanks devraient jouer un rôle dans la recherche fondée sur des données probantes afin de générer les données nécessaires pour permettre une formulation et une mise en œuvre efficaces des politiques.

Parlant de l'importance de la collaboration et des partenariats pour promouvoir l'emploi des jeunes, l'analyse prospective est nécessaire pour comprendre l'explosion démographique de la jeunesse en Afrique. Le projet de recherche collaborative a déterminé le potentiel de positionnement des produits alimentaires (maïs, sucre, etc.) en tant qu'exportations. La recherche par les think tanks devrait être liée aux universités afin de développer des compétences essentielles pour l'emploi des jeunes dans l'agro-industrie. Il faut faire preuve de prudence pour ne pas trop intellectualiser et ni trop se fier aux modèles de développement. Il est nécessaire de renforcer la collaboration entre les villes pour le partage d'informations avec les entreprises privées et d'autres parties prenantes afin d'examiner le potentiel de commerce, de durabilité et de création d'emplois pour les jeunes.

Il a également été noté que les contextes hostiles (les conflits, la dégradation de l'environnement et la résistance à l'éducation des filles) compliquent énormément la recherche de solutions efficaces au sous-développement économique et au chômage des jeunes. Cependant, il existe des institutions qui traduisent des politiques dans des formats conviviaux pour les personnes ordinaires (les enfants, les parents, les enseignants) pour comprendre et s'engager dans des processus de développement. L'importance de la collaboration avec les universités est nécessaire, afin que la théorie puisse répondre à la pratique, à travers la formation au développement et en impliquant les familles et les communautés. En effet, lorsque les enfants reçoivent une formation dès le très jeune âge en sciences et en consolidation de la paix, cela leur permet d'aller sur le terrain, de résoudre des problèmes, de créer des politiques et de promouvoir des pratiques culturelles qui valorisent les autres.

Une perspective unique a également été proposée, qui combine le développement du sport et des compétences. En fait, le développement des jeunes devrait être nourri par des approches holistiques. Trop souvent, les jeunes sont perçus par la société et stéréotypés par les académiciens et les décideurs comme un « problème ». Il a été souli-

gné la nécessité d'adopter des approches de développement positives pour les jeunes, qui exigent que les enfants soient considérés comme « une partie de la solution ». Le sport peut jouer un rôle dans le développement des aptitudes à la vie quotidienne pour amener un changement de mentalité et de comportement, et promouvoir une jeunesse proactive et résolue. Tout en améliorant les relations sociales, le renforcement de l'esprit d'équipe par le sport est une compétence efficace requise dans de nombreux domaines d'activité. À cette fin, trois projets de recherche simultanés, qui utilisent des approches de développement holistiques reliant les jeunes, le sport et l'entrepreneuriat, sont menés au Botswana, au Ghana et en Tanzanie.

Discussions et recommandations

Les points d'action supplémentaires suivants ont été proposés :

- Approfondir la recherche et rassembler des données sur les disparités entre les jeunes, dues à l'ingénierie sociale (les clivages sociaux, la corruption, etc.) pour promouvoir une
- planification et une mise en œuvre inclusives et équitables du développement ;
- Générer davantage de connaissances sur la corruption – un « crime sans victime », qui reste non résolu, car il n'existe généralement pas de mot équivalent dans de nombreuses langues africaines ;
- Documenter et partager des histoires plus captivantes sur les nombreux jeunes qui prennent des initiatives dans le secteur agricole ;
- Combiner le renforcement des compétences et les connaissances financières dans les programmes de formation pour le développement des jeunes. Souvent, les jeunes reçoivent des opportunités occasionnelles là où ils peuvent seulement trouver l'une ou l'autre forme de formation ; et
- Demander à l'Union africaine de promouvoir l'élaboration de notes d'orientation sur, pour et par les jeunes, comme une forme de sensibilisation des décideurs politiques.

Événement parallèle 3 : « Création d'une main d'œuvre jeune et saine : résultats tirés des interventions en matière de lutte contre le tabagisme »

L'accent a été mis sur le fait que la plupart des pays africains avaient signé et ratifié les textes de l'Organisation mondiale de la Santé – la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (Convention-cadre de l'OMS) – mais l'intégration dans les lois nationales et la mise en œuvre de cette convention restent très lentes. En guise d'explication, certains participants ont souligné le manque de données locales et le faible engagement des gouvernements. Ainsi, il s'est posé la question de savoir comment renforcer les capacités des OSC à mettre en place de meilleures institutions de plaidoyer et de recherche pour conduire des études sur la lutte antitabac, afin de mettre en place des politiques de lutte antitabac solides et bien appliquées en Afrique. Les panélistes ont ensuite été invités à répondre aux questions suivantes :

- Quelle est l'expérience de la recherche sur la lutte antitabac et de son implication dans votre pays ?
- Quel est l'effet du tabac sur l'emploi des jeunes ?
- Que peuvent faire le gouvernement et les principales parties prenantes pour améliorer l'emploi des jeunes ?
- Quels rôles peuvent jouer les think tanks dans la lutte antitabac par rapport à la main-d'œuvre des jeunes ?
- Comment la fiscalité a-t-elle freiné la consommation de tabac ?

Les participants ont expliqué que dans certains pays, l'usage du tabac avait augmenté davantage chez les jeunes que chez les adultes, en particulier dans les pays à IDH inférieur. Plus de 90% des consommateurs de tabac l'ont d'abord essayé avant l'âge de 18 ans, principalement en raison de la pression exercée par les pairs, du prix relativement bas des cigarettes et du ciblage direct des jeunes par les compagnies de tabac. En ce qui

concerne les effets du tabagisme, les fumeurs de première main sont exposés aux risques élevés de cancer, de tuberculose et de maladies cardiaques et pulmonaires parmi d'autres problèmes de santé. Les autres effets comprennent une menace pour la productivité économique, due à la morbidité et à la mortalité, le détournement des dépenses et des menues dépenses des ménages pour le tabac, utilisées dans le traitement des maladies liées au tabac. Dans le cas du Nigeria, l'usage du tabac serait responsable de 17 500 décès par an.

Il a été souligné que les résultats du Modèle de simulation de taxe sur le tabac (TETSIM) utilisé dans une étude ont montré des baisses de la consommation dans tous les scénarios avec des taxes plus élevées et une augmentation correspondante des recettes publiques.

L'exemple du Togo montre, sur la base d'une enquête, une consommation de tabac à la baisse entre 2010 et 2013. Les mesures prises ont conduit à la diminution de la prévalence de 14,16% chez les hommes en 2010 à 10% en 2013 et de 3,1% chez les femmes à 1%, au cours de la même période, en moyenne, de 20% à 5% chez les jeunes. Toutefois, les participants ont souligné que la contrebande et la fraude fiscale avaient favorisé la vente de produits du tabac à des prix moins élevés.

En ce qui concerne les stratégies de lutte contre le tabagisme, le Togo met en œuvre la Stratégie de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour la lutte contre le tabagisme en surveillant le système et en fournissant un soutien aux fumeurs pour les aider à arrêter de fumer. En outre, une loi sur le tabagisme a été promulguée en 2010 et en 2012, un Comité national a été créé pour surveiller et mettre en œuvre toutes les politiques recommandées pour lutter contre le tabagisme. La même année, une interdiction a été imposée de fumer dans les lieux publics, tandis qu'une loi a été adoptée exigeant qu'il soit inscrit sur l'emballage un avertissement aux utilisateurs potentiels sur les dangers du tabagisme. Un plan de développement quinquennal (2016 - 2020) a été élaboré dans le but de mettre en œuvre le cadre juridique, de sensibiliser et de soutenir les utilisateurs de tabac ainsi que de trouver des mécanismes pour lutter contre la vente illicite des drogues.

Malgré les instruments juridiques mis en place, la prévalence de l'usage du tabac au Togo reste

élevée. À l'heure actuelle, le nouveau régime fiscal combine la valeur ajoutée et une taxe spécifique sur le tabac, ce qui entraîne une augmentation de 11% des recettes de la taxe sur le tabac et une baisse de la consommation. Bien que les données les plus récentes n'étaient pas disponibles, il semble que les jeunes qui ont abandonné la consommation de tabac en raison de son coût élevé se sont tournés vers la consommation de shisha, dont l'utilisation est en hausse. Les organisations de la société civile et les organismes nationaux avaient une capacité insuffisante pour lutter contre la menace des drogues ; les think tanks sont ainsi appelés à aider à la collecte des données et au suivi de la mise en œuvre des politiques. Il serait par ailleurs important que les recettes provenant de la taxation soient utilisées pour prendre en charge les problèmes de santé liés à la consommation de tabac, y compris la prévention de son utilisation.

En utilisant le Kenya comme exemple, les données montrent que 8,2% de la population fument du tabac, bien qu'il existe une différence de prévalence entre les régions du pays. En 2012, un mécanisme a été mis en place pour réglementer la consommation de drogues, d'alcool et de tabac et, en 2013, le Kenya a mis en place d'autres systèmes de contrôle tels que des scanners aux points d'entrée pour lutter contre la contrebande. En décembre 2014, un nouveau règlement sur le tabac a été publié, prévoyant notamment la désignation de zones non-fumeurs. Une étude quinquennale sur le commerce du tabac (2008-2013) a révélé que 47,7 millions de cigarettes avaient été saisies par la *Kenya Revenue Authority* et ses partenaires alliés. Dans le cadre des contrats de performance au Kenya, chaque entreprise devrait signaler la consommation abusive de drogues, mais les entreprises se concentrent généralement plus sur l'alcool et les autres drogues plutôt que sur le tabac.

En dépit de la législation et d'autres mesures mises en place au Kenya, la consommation de tabac a augmenté, ce qui peut être en partie dû à la panne des scanners. La centralisation de la collection de tampons de tabac à Nairobi est également problématique, ce qui crée des problèmes de déplacement pour les entreprises et les particuliers. En outre, certains producteurs utilisent des timbres expirés, tandis que les applications liées au tabac sont téléchargées sur des smartphones, ce qui exclut ceux qui n'en ont pas. En outre, les

acteurs de l'industrie s'en tiennent à des marques moins chères, même avec les drogues illicites.

En 2017, une enquête d'une semaine menée dans 9 districts du Bénin a montré que le trafic de produits du tabac était effectué à 25 points d'entrée illégaux et 889 transactions illégales de la sous-région d'Afrique de l'Ouest. Parmi les articles de contrebande se comptaient 33,8 tonnes de cigarettes dont la valeur, en termes de pertes financières pour le pays, était de 321 millions

de francs CFA par mois. La fiscalité a contribué à réduire l'usage du tabac chez les jeunes et le gouvernement a adopté une politique visant à réglementer la vente de tabac et d'alcool près des écoles. Cependant, un plus grand appui est nécessaire de la part d'institutions telles que les OSC et les think tanks pour soutenir la lutte contre la consommation de tabac. De même, la lutte antitabac devrait faire partie des programmes d'enseignement, tout comme le VIH avait été intégré dans les programmes d'études.

Événement parallèle 4 : « Développement des infrastructures matérielle et immatérielle pour la promotion de l'emploi des jeunes en Afrique »

Messages clés

Diverses dimensions de l'emploi des jeunes ont été abordées lors du Sommet, mais l'objectif de cet événement portait sur le développement des infrastructures pour soutenir l'emploi des jeunes. La question sous-jacente était de savoir comment le développement des infrastructures pouvait promouvoir l'emploi des jeunes en Afrique, compte tenu de l'absence ou du manque de fiabilité des services de transport, d'électricité ou de télécommunication. La réalité ici impose des coûts supplémentaires importants aux entreprises, ce qui entrave leur capacité d'investissement et la création d'emplois. Les participants ont noté que, généralement, dans toutes les propositions de politique traitant du chômage, aucune mention n'est pratiquement faite de l'infrastructure, même si celle-ci est généralement reconnue comme la carte mère de la création d'emplois.

En ce qui concerne la relation entre l'infrastructure et l'emploi des jeunes, il a été indiqué qu'il existe des relations directes et indirectes. Le chômage des jeunes est plus élevé dans les zones reculées, en raison du faible développement des infrastructures qui entrave le développement agricole. Pour aller de l'avant, l'Afrique devrait moderniser l'agriculture. Le moyen le plus direct de créer des emplois dans les projets d'infrastructure est le travail public. Citant l'exemple de l'Afrique du Sud, les participants ont noté que la conception de projets d'infrastructure devrait offrir des possibilités de formation technique aux jeunes que l'on devrait également aider à devenir des gestionnaires et des propriétaires de cette infrastructure à mesure qu'ils progressent.

Dans ce contexte, les infrastructures transfrontalières ont été considérées comme un moyen de renforcer le commerce entre les pays africains et de promouvoir l'intégration régionale et économique. En fait, le niveau des échanges dans la région de la SADC, par exemple, n'est que d'environ 10%, ce qui peut croître en pourcentage avec une infrastructure adéquate telle que le transport (routier, ferroviaire et portuaire). Un appel a été lancé en faveur de l'harmonisation de la réglementation commerciale pour guider le transport de marchandises dans la région.

Il a également noté que les projets d'infrastructure autour de l'Afrique sont classés en énergie, eau, TIC et transport. L'emploi direct tiré de l'investissement dans ces types d'infrastructure est l'engagement des jeunes en tant qu'employés, tandis que l'emploi indirect inclut les externalités que les projets d'infrastructure génèrent, comme la vente de nourriture et d'autres chaînes d'approvisionnement qui jaillissent autour des sites de projet. Les gouvernements devraient donc investir dans le développement des compétences pour servir de main-d'œuvre pour les projets d'infrastructure.

L'infrastructure de haute qualité est le fondement du développement économique et social. Il est nécessaire de poser un diagnostic approprié de l'endroit et de la nature des problèmes d'infrastructure. Cela est important pour la facilitation du commerce et des entreprises transfrontaliers. En raison de l'hétérogénéité de l'économie informelle, il est nécessaire de comprendre les défis de l'infrastructure, qu'il s'agisse de l'accès à l'électricité, à l'assainissement ou à l'eau, de la technologie des TIC ou du transport logistique sur le marché.

D'autres pays ont été invités à imiter le Zimbabwe et le Kenya, qui traitent des questions d'infrastructures intergénérationnelles grâce à des fonds de développement de la jeunesse bien établis.

Les pays africains ont été invités à créer des capacités de formation professionnelle, afin d'employer directement un plus grand nombre de jeunes. L'exemple du secteur minier du Zimbabwe a été utilisé pour illustrer le besoin de développer des compétences non techniques, notant que les compétences existant au Zimbabwe étaient similaires à celles des autres juridictions minières. Cependant, les personnes formées au Zimbabwe manquaient d'aptitudes en matière d'innovation, de relations interpersonnelles, de gestion et de résolution de problèmes. Le Groupe a indiqué que pour répondre aux besoins en infrastructures, les décideurs devraient également se concentrer sur la prise en compte des compétences non techniques, qui sont d'une importance vitale.

Discussions et recommandations

Les participants ont proposé les recommandations supplémentaires suivantes :

- L'Afrique devrait générer des données démographiques pour identifier les besoins en compétences et les stratégies pour les atteindre.

Le manque de données crédibles dissuade la collaboration des investisseurs ;

- La volonté politique est importante pour stimuler le développement des infrastructures et promouvoir le protocole et les politiques relatifs au commerce et à l'intégration régionale ;
- Il est nécessaire de créer des climats favorables pour les secteurs ruraux et urbains ;
- Il devrait y avoir une intégration des marchés financiers en Afrique ;
- Les think tanks devraient être associés aux discours politiques de l'Union africaine et aux plateformes délibératives ;
- Les obstacles au commerce devraient être supprimés pour faciliter le commerce transfrontalier ;
- Il devrait y avoir une conception efficace des programmes de travaux publics ;
- Il est essentiel de mobiliser les énergies pour créer de bons emplois décents grâce à l'industrialisation ; et
- Tous les documents émanant du Sommet devraient être transmis aux décideurs et aux gouvernements.

Encadré 4 Discours liminaire sur «Lutte contre le chômage des jeunes en Afrique : quelques solutions proposées pour aider les décideurs et les gouvernements à remporter la bataille.

L'intervenant a classé le chômage des jeunes comme un sous-ensemble d'un plus grand problème – le leadership – et a déploré le fait que les dirigeants subvertissent les institutions nationales et les font prosterner devant les partis politiques. Il a déclaré qu'un leadership médiocre a conduit des pays à exporter leurs talents et experts vers les pays voisins, alors que le pays ne peut pas se gérer lui-même. Ainsi, au lieu de se plaindre, les pays africains devraient s'attaquer au problème dès la racine, en donnant aux jeunes le choix d'exercer leurs droits dans la qualité et le choix de leurs dirigeants.

Il a déclaré que le continent continuait à imiter les autres continents et qu'il s'était trompé de développement pour la modernisation. En conséquence, la recherche en Afrique a peu de rapport avec les besoins de la société africaine et continue d'être adaptée aux diktats des donateurs.

Concernant le défi du chômage des jeunes, l'intervenant a appelé les décideurs à s'attaquer au problème à partir des causes profondes et a proposé les sujets suivants pour les programmes d'études de base des années de formation : 1) mathématiques et études commerciales ; 2) anglais ; 3) histoire ; et 4) artisanat.

Il a toutefois noté que tout le monde ne peut pas être un entrepreneur, car certaines personnes ne sont que de bons employés. L'entrepreneuriat ne se limite pas aux personnes éduquées et, pour les non-universitaires qui aspirent à devenir des entrepreneurs, il suggère de développer des programmes pour les encourager. Cela comprend la création de fonds de capital-investissement et de programmes d'encadrement pour les bons employés.



10

« FOIRE DU SAVOIR »

Cette session a été l'occasion pour les think tanks de présenter des solutions innovantes aux problèmes de développement fondamentaux auxquels le continent est confronté.

L'Institut pour la gouvernance démocratique (IDEG)

Il a observé que les partis politiques en Afrique sont devenus des machines électorales et n'existent que pour contester les élections au lieu de penser aux défis de développement de la société. L'IDEG met l'accent sur le renforcement des capacités des personnes à s'engager dans l'élaboration des politiques et cherche à transformer les partis politiques en étant plus axé sur le développement.

Propositions et recommandations

Il a été recommandé de mettre l'accent sur le concept de développement des partis politiques en réformant les partis, en créant un bon cadre réglementaire pour eux et en les encourageant à entreprendre des réformes dans leurs rangs. Pour cela, les partis politiques devraient créer des unités de recherche qui mèneraient des études sur les besoins de développement des populations et faire des suggestions à leurs dirigeants.

L'Institut d'analyse et de recherche politiques (IPAR) -Rwanda

Le sujet de discussion portait sur l'expérience de l'IPAR dans l'évaluation des contrats de performance pour les institutions gouvernementales. Chaque année, les institutions étatiques au Rwanda signent des contrats de performance avec le Président du Rwanda, et l'IPAR évalue et classe les ministères en fonction de leurs performances par rapport aux activités planifiées.

Principales observations découlant des discussions

- Les activités de l'IPAR sont allées au-delà du Rwanda et cela favorisera sa viabilité ;
- Les activités de l'IPAR encourageront la performance à tous les niveaux d'engagement et stimuleront la reddition des comptes ; et

- Les activités de l'IPAR peuvent être étalonnées et les bonnes pratiques adoptées dans de nombreux pays.

L'Institut zambien d'analyse et de recherche politiques (ZIPAR)

Le groupe a discuté de la question de l'indépendance des think tanks pour savoir « qui définit le programme de recherche d'un think tank soutenu par l'État comme le ZIPAR ». Le ZIPAR a une indépendance relative, notamment parce qu'il identifie les lacunes sur les questions soulevées par le gouvernement et propose des solutions. La question de l'indépendance a été tempérée par le fait que le ZIPAR, en tant que think tank, rend compte des résultats de la recherche, sur la base de preuves.

Le Réseau d'analyse des politiques alimentaires, agricoles et des ressources naturelles (FARNPAN)

Le FARNPAN identifie la déconnexion entre l'agriculture et la nutrition basée sur des preuves de l'augmentation de la production alimentaire, et une augmentation concomitante de la malnutrition. En ce qui concerne la déconnexion, le FARNPAN mène un projet sur ce que l'agriculture peut faire pour arriver à des résultats nutritionnels positifs. La session a présenté aux participants certaines des principales innovations développées par le FARNPAN pour traiter le problème de la malnutrition et améliorer la productivité agricole. La discussion a débouché sur la façon d'autonomiser les femmes dans l'agriculture, car l'effet indirect de l'autonomisation d'une femme célibataire est plus important que celui d'un homme.

Le Centre de recherche en politiques de l'Office chérifien des phosphates (OCP Policy Centre) - Maroc

Le Centre de politiques de l'OCP basé au Maroc organise des conférences annuelles appelées Dialogue atlantique qui attirent environ 350 participants de partout dans le bassin de l'Atlantique pour parler et aborder les sujets de préoccupation dans la région de l'Atlantique. À partir des discussions du Sommet, l'OCP a pris en compte les conseils pour suivre l'impact de leurs confé-

rences. En tant que centre de politiques, l'OCP a invité les think tanks présents au Sommet et d'autres sur le continent à collaborer.

L'Unité d'analyse des politiques économiques (EPAU) de la Commission de la CEDEAO

L'EPAU réunit des think tanks pour dialoguer sur les questions émergentes et faire des recommandations à la Commission de la CEDEAO. En outre, l'EPAU lance un appel à propositions continental sur les questions émergentes qui sont examinées et financées. Les principaux résultats de la recherche sont soumis à la Commission de la CEDEAO pour d'autres actions. L'EPAU poursuit actuellement l'étude sur la monnaie unique pour la sous-région de la CEDEAO et a besoin de groupes de réflexion pour proposer des solutions aux obstacles à l'intégration monétaire de l'Afrique de l'Ouest.

Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF)

En soutenant la mise en œuvre de l'Agenda 2063, l'approche novatrice adoptée par l'ACBF, désormais agence technique de l'Union africaine, consiste à renforcer les capacités et les connaissances à travers la bibliothèque virtuelle de l'ACBF. La bibliothèque héberge des publications clés et autres documents sur le renforcement des capacités. L'ACBF invite le grand public à soumettre ses œuvres pour publication dans sa bibliothèque virtuelle et a assuré les auteurs que leurs droits d'auteur ne seraient pas compromis.

Le Centre d'analyse et de recherche sur les politiques économiques et sociales du Cameroun (CAMERCAP-PARC)

Sur le thème du Sommet, le CAMERCAP-PARC a présenté la manière dont le Centre encourage l'emploi des jeunes grâce à l'entrepreneuriat. L'une des initiatives mises en place consiste à « encadrer l'initiative de démarrage des TIC du CAMERCAP-PARC pour les jeunes entrepreneurs », qui a aidé de nombreux jeunes à obtenir et/ou à créer des emplois.

Encadré 5. Discours liminaire sur le thème : «Lutte contre le chômage des jeunes en Afrique à travers le développement des ressources humaines : quelques solutions proposées ? »

Le discours s'est centré sur le chômage des jeunes, en raison de l'inadéquation entre la formation et les exigences du marché du travail. L'intervenant a estimé que la réponse politique à cette question est l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui, selon lui, devrait catalyser la révolution de l'éducation et des compétences et promouvoir la science, la technologie, l'innovation et la recherche.

Il a noté que les Aspirations de l'Agenda 2063 sont divisées en objectifs et domaines prioritaires (objectifs 2, 3, 4 et 5), axés sur l'éducation et la science, la technologie, et l'innovation, la santé, l'économie transformée, et la modernisation de l'agriculture. Il a également expliqué que les objectifs de développement durable (ODD 4, par exemple) sont axés sur la même approche, ce qui permet d'aligner les aspirations continentales et internationales afin d'assurer l'inclusion et une éducation de qualité.

Au sujet des initiatives continentales décennales, il a expliqué que la stratégie de l'Union africaine pour l'EFTP sert de cadre pour l'élaboration de politiques nationales visant à relever les défis du développement des compétences et de l'emploi. La Stratégie continentale de l'éducation pour Afrique (CESA 2016 - 2025) est plus une stratégie qu'un plan exigeant des partenariats multinationaux stratégiques pour sa mise en œuvre, alors que les 7 piliers et 12 objectifs stratégiques de la Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique (STISA 2015 - 2025) sont construits sur une vision forte d'une Afrique développée et s'appuyant sur la science et la technologie, et défendue par les chefs d'État au niveau du continent.

Insistant sur la STISA, l'orateur a déclaré que la science, la technologie et l'innovation ont été placées au centre du développement de l'Afrique, mais pas en Afrique australe. La carte de l'innovation de l'Afrique aurait été vide, car les chercheurs sur le continent sont à la traîne et l'allocation budgétaire pour la recherche et le développement par la plupart des pays est d'environ 0,3% au lieu du 1% convenu dans le Plan d'action de Lagos en 1980.

S'appuyer sur les quatre piliers clés des dividendes démographiques (à savoir : l'éducation et le développement des compétences, l'emploi et l'entrepreneuriat, autonomisation, et la santé), l'orateur a signalé qu'un Fonds pour la jeunesse en Afrique a été créé en juillet 2017 pour garantir que 1% de tous les budgets soient consacrés aux activités de la jeunesse. Pour mettre en œuvre cela, il a révélé que certaines feuilles de route avaient été élaborées avec des activités spécifiques. Une réunion des chefs d'État africains en 2017 a déclaré la période 2018 à 2027 comme décennie de l'EFTP et de l'emploi des jeunes. Il a annoncé que des think tanks seraient consultés pour l'élaboration du plan d'action de la Décennie.

The 5th Africa ThinkTank Summit

5^{ème} SOMMET DES THINK TANKS D'AFRIQUE

5 - 7 April / avril 2018
Accra, Ghana

Tackling Africa's Unemployment Challenge:
Innovative Solutions from the Think Tanks

ette co... age des... ue :
ution... tanks



11

CÉRÉMONIE DE CLÔTURE

La cérémonie de clôture a commencé avec la lecture du projet de communiqué du Sommet (voir l'annexe 3), après quoi une série de discours de clôture ont été lus.

Le message clé consistait à conseiller les décideurs politiques de ne pas imposer inutilement des limites d'âge à la participation des jeunes à la gouvernance, même à la plus haute position politique d'un pays. Pour rester pertinents, les think tanks ont été invités à ne pas travailler en vase clos, mais à créer et à établir des réseaux entre eux, et à établir et maintenir des relations avec les gouvernements et les communautés économiques régionales (CER).

Une attention particulière a été accordée à la Retraite du Conseil exécutif de l'Union africaine en mai 2016, qui a discuté de la façon de traiter le paradoxe de l'Afrique d'un continent riche avec des citoyens pauvres. La Retraite a conclu que les défis développementaux débiliteront tant que le renforcement des capacités en matière d'éducation sur la science et la technologie ne serait pas souligné.

De plus, les participants ont noté que l'activisme des think tanks peut aider à renverser la situation sur le continent, notamment en créant des emplois pour les jeunes. Les think tanks ont été encouragés à renforcer le suivi et l'évaluation de toutes les politiques et stratégies de la Commission de l'Union africaine pour assurer une mise en œuvre efficace et efficiente. La Commission de l'Union africaine devait examiner le communiqué du Sommet par sa contribution au plan d'action sur l'EFTP pour l'emploi des jeunes.

Après l'expression de gratitude aux organisateurs et à tous pour avoir fait du cinquième Sommet des think tanks d'Afrique un succès, le Sommet a été déclaré clos.

ANNEXE I

RECOMMANDATIONS DES PRINCIPAUX EXPOSÉS ET DES SÉANCES PLÉNIÈRES

Principales recommandations découlant des discours liminaires

- Les think tanks devraient développer des partenariats et des alliances pour tirer parti de leurs efforts collectifs visant à réduire le chômage des jeunes ;
- Il faudrait encourager les dialogues nationaux autour du problème du chômage des jeunes ;
- Le programme de base dans les années de formation devrait inclure des cours qui s'appuieraient sur les compétences nécessaires pour s'attaquer aux problèmes de l'Afrique ;
- La représentation des jeunes dans l'élaboration de politiques pour résoudre le problème du chômage des jeunes est essentielle ;
- Les pays africains devraient mettre fin au mimétisme aveugle des autres continents et reconnaître que le développement ne signifie pas l'occidentalisation ;
- Il faudrait mettre en place un système de récompense et de sanction basé sur le mérite (système d'évaluation strictement basé sur la performance), qui encourage les institutions qui s'acquittent de leurs responsabilités aux normes en produisant des ressources humaines hautement qualifiées et qualifiées ;
- Les pays africains devraient créer une marge de manœuvre pour l'innovation et la mise à l'échelle de programmes et d'initiatives réussis comme l'établissement de liens entre les universités et les industries et les programmes de stages ;
- Le programme d'emploi des jeunes devrait faire partie du programme de transformation ;
- Il faudrait créer des banques de capitaux privés pour soutenir les bonnes propositions d'affaires développées par les jeunes. Cependant, de telles propositions devraient être celles qui sont transformatrices et qui résoudraient le problème du chômage dans le pays ; et
- Les décideurs et les autorités publiques devraient passer de la parole aux actes.

Principales recommandations sur « Leadership et défis du chômage des jeunes en Afrique »

- Les dirigeants africains devraient se tourner vers les technologies dans ce monde numérique et se concentrer sur l'entrepreneuriat des jeunes ;
- Les gouvernements africains devraient se concentrer sur le développement de l'entrepreneuriat rural pour combler le fossé entre les zones rurales et urbaines ;
- Les dirigeants africains devraient s'orienter vers l'industrialisation de leurs économies pour créer des emplois plus durables pour les jeunes ;
- Les dirigeants devraient avoir une vision et un plan global à long terme pour développer une approche holistique de la lutte contre le chômage des jeunes ;
- L'intégration des ODD et de l'Agenda 2063 dans les plans de développement nationaux est essentielle ;
- Il faudrait moderniser l'agriculture pour la rendre attrayante pour les jeunes ;
- Les leaders devraient être pragmatiques et établir les besoins en ressources humaines de leurs pays pour orienter la formation vers la production de ces compétences ;
- Les groupes de réflexion devraient fournir des orientations politiques pour faire face au défi du chômage des jeunes.

Principales recommandations sur « Développement d'un secteur privé dynamique susceptible de créer des emplois pour les jeunes »

- Les pays africains devraient s'efforcer d'atteindre une croissance à deux chiffres, car

cela a de fortes chances de se transformer en création d'emplois ;

- Il faudrait créer un environnement propice à la prospérité du secteur privé grâce à des réformes fiscales – les PME devraient bénéficier d'allègements fiscaux pour se développer ;
- L'Afrique devrait tirer parti de son développement continu de l'infrastructure pour créer des emplois pour les jeunes ;
- Les gouvernements africains devraient créer un centre d'incubation africain rassemblant des innovateurs et des entrepreneurs ;
- Le secteur informel devrait être plus lucratif pour attirer la population jeune en croissance ;
- Le profilage des compétences requises par le secteur privé et la fourniture de programmes de formation pour fournir ces compétences sont nécessaires.

Principales recommandations sur « Renforcer les compétences techniques essentielles pour créer des emplois durables pour les jeunes »

- Il est nécessaire de disposer d'un système d'information solide sur le marché du travail pour informer la formation ;
- Il faudrait promouvoir la coordination entre les différents départements pour aborder les questions de politique sur la création d'emplois ;
- Les politiques de lutte contre le chômage des jeunes devraient être harmonisées pour faire face à la situation dans son ensemble ;
- L'Afrique devrait relever les défis de la mentalité envers l'EFTP.

ANNEXE II

RECOMMANDATIONS DES ÉVÉNEMENTS ET SESSIONS PARALLELES

RAPPORTS DES ÉVÉNEMENTS PARALLÈLES

Les rapports de synthèse de groupe suivants sur les principales questions discutées lors de chacun des 4 événements parallèles ont été présentés lors de la dernière séance plénière :

Événement parallèle 1 : « Diversification des exportations et emploi en Afrique »

- La diversification des exportations est une condition nécessaire, mais pas suffisante pour l'emploi. Les contraintes qui pèsent sur le secteur sont les mauvaises infrastructures comme l'énergie, le manque de financement et les coûts élevés de transport et de commerce.
- La diversification peut mener à la création d'emploi, si elle est associée aux conditions suivantes :
 - Déplacer les ressources vers les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre ; et
 - Renforcer les liens avec les secteurs productifs ;
- Diverses voies de diversification devraient être envisagées :
 - Construire des infrastructures matérielles et immatérielles pertinentes ;
 - Procéder au changement mentalités en ce qui concerne l'agriculture ;
 - Fournir des infrastructures transfrontalières ;
 - Harmoniser la réglementation sur le transport gratuit ;
 - Renforcer les capacités humaines et en capital ;
 - Intégrer les marchés financiers et le développement des infrastructures ;
 - Se focaliser sur le financement de projets bancables.

Événement parallèle 2 : « Le rôle des think tanks d'Afrique dans l'élargissement des possibilités futures d'emploi des jeunes en vue de l'appui à la transformation agricole »

- Approfondir la recherche et collecter des données pour promouvoir une planification et une mise en œuvre inclusives et équitables du développement ;
- Générer davantage de connaissances sur la corruption – un « crime sans victime », qui reste non résolu ;
- Documenter et partager des histoires plus captivantes sur les nombreux jeunes qui prennent des initiatives dans le secteur agricole ;
- Combiner le renforcement des compétences et les connaissances financières dans les programmes de formation pour le développement des jeunes ; et
- Demander à l'Union africaine de promouvoir l'élaboration de notes d'orientation sur, pour et par les jeunes, comme une forme de sensibilisation des décideurs politiques.

Événement parallèle 3 : « Création d'une main-d'œuvre jeune et saine : résultats tirés des interventions en matière de lutte contre le tabagisme »

La prévalence du tabagisme en Afrique est élevée en raison de la pression des pairs et de l'agressivité des compagnies de tabac, entre autres facteurs. Ceux-ci ont des implications négatives. La fiscalité est un moyen de contrôle efficace dans un certain nombre de pays. Dans le contrôle des drogues, certains gouvernements mettent l'accent uniquement sur la consommation d'alcool et de drogues. Cependant, certaines mesures sont prises pour interdire la vente de tabac, en particulier à proximité des écoles. Les recommandations spécifiques du groupe comprennent :

- La taxation des produits du tabac ;

- L'implication des spécialistes du traitement du tabagisme dans la recherche sur la consommation du tabac pour informer les politiques ;
- L'intensification de l'éducation et de la sensibilisation aux effets nocifs du tabac ; et
- L'intégration de la lutte antitabac dans les programmes scolaires au même degré d'importance que l'alcool et/ou le VIH.

Événement parallèle 4 : « Développement des infrastructures matérielle et immatérielle pour la promotion de l'emploi des jeunes en Afrique »

- L'Afrique devrait générer des données démographiques pour identifier les besoins en compétences et les stratégies pour les atteindre. Le manque de données crédibles dissuade la collaboration des investisseurs ;
- La volonté politique est importante pour stimuler le développement des infrastructures et promouvoir le protocole et les politiques relatifs au commerce et à l'intégration régionale ;
- Il est nécessaire de créer des climats favorables pour les secteurs ruraux et urbains ;
- Il devrait y avoir une intégration des marchés financiers en Afrique ;
- Les think tanks devraient être associés aux discours politiques de l'Union africaine et aux plateformes délibératives ;
- Les obstacles au commerce devraient être supprimés pour faciliter le commerce transfrontalier ;
- Il devrait y avoir une conception efficace des programmes de travaux publics ;
- Il est essentiel de mobiliser les énergies pour créer de bons emplois décents grâce à l'industrialisation ; et
- Tous les documents émanant du Sommet devraient être transmis aux décideurs et aux gouvernements.

RAPPORTS DES SESSIONS EN GROUPE

Session en groupe 1 : « Définition de l'agenda de recherche »

Recommandations et suivi :

- Contourner les conditionnalités du financement des donateurs en effectuant des recherches pour faciliter la création de ressources internes pour soutenir le travail des institutions de recherche africaines ;
- Promouvoir un programme de recherche pertinent :
 - Cesser de présenter des arguments de donateurs lorsque leurs objectifs vont à l'encontre d'un programme de recherche pour la transformation structurelle de l'Afrique ;
 - Séparer les problèmes basés sur les échecs internes de ceux qui sont opposés par des forces externes ;
 - Assurer la qualité de la recherche en examinant le processus d'élaboration des politiques, de la conception à l'achèvement et relever les défis fondamentaux ;
- Éviter les prescriptions d'une taille unique, en :
 - Développant des bases de données statistiques au niveau national ; et
 - Recherchant des voies et moyens pour générer des politiques nationales indépendantes ;
- Mener des recherches pour réaliser l'expansion des possibilités offertes aux jeunes grâce au commerce intra-africain ; et
- Intensifier la recherche collaborative pour promouvoir des analyses comparatives panafricaines de l'emploi des jeunes en :
 - Tenant compte des contraintes et des moteurs de l'emploi des jeunes, en particulier de l'emploi en général ;

- Évaluant les compétences nécessaires par secteur pour améliorer et adapter la capacité pour le marché ;
- Cessant de traiter la force de travail comme une marchandise et en commençant à la traiter comme un « droit social » ;
- Examinant l'effet que les changements dans les administrations politiques et la rotation des gouvernements ont sur les politiques d'emploi des jeunes, la création d'emplois et la pauvreté ;
- Produisant des données sur le secteur informel et les ensembles de compétences existants et potentiels pour élargir les opportunités d'emploi des jeunes dans le secteur agricole.

Session en groupe 2 : « Partage des solutions innovantes et des bonnes pratiques »

Recommandations :

- Les think tanks devraient faire pression sur les gouvernements pour un développement égal des infrastructures dans les zones rurales afin de freiner la migration et faire participer les jeunes à l'agriculture ;
- Les sciences agricoles devraient être introduites du cycle primaire au cycle tertiaire, comme cela a été fait au Malawi ;
- L'esprit d'entreprise devrait être enseigné dès les premières années pour inculquer aux populations des attitudes positives ;
- Des centres d'incubation d'entreprises devraient être créés pour permettre aux jeunes de développer leurs idées d'affaires ;
- Le gouvernement devrait créer un environnement propice au développement des PME ; et
- Les étudiants des établissements d'enseignement supérieur devraient se familiariser avec le programme de développement du continent, tel que l'Agenda 2063.

Session en groupe 3 : « Plans futurs des think tanks »

Recommandations pour soutenir les think tanks :

- Promouvoir une recherche collaborative basée sur des politiques sur différents thèmes au sein de leurs réseaux afin d'améliorer et de mettre à l'échelle leurs contributions aux changements d'état d'esprit sur l'EFTP et l'entrepreneuriat ;
- Mener diverses études sur la demande et l'offre de qualifications et de compétences sur le marché du travail ;
- Mener des études spécifiques sur la diversification des exportations ;
- Informer le développement des politiques dans le prochain Agenda décennal de la jeunesse en s'appuyant sur les expériences passées ;
- Mener des enquêtes inter-pays sur les partenariats public-privé ;
- Combler les liens faibles entre les secteurs formel et informel, entre l'agriculture et les industries locales ; et
- Travailler avec les communautés économiques régionales (CER) sur un programme de recherche qui produit des solutions locales.

ANNEXE III

COMMUNIQUE DU 5^{ÈME} SOMMET DES THINK TANK D'AFRIQUE

Préambule

1. Nous, les think tanks africains et les délégués au 5e Sommet des Think tanks d'Afrique, nous sommes réunis à Accra, au Ghana, du 5 au 7 avril 2018. Nous achevons notre Sommet 2018 sur le thème « Lutte contre le chômage des jeunes en Afrique : Solutions innovantes proposées par les *think tanks* » et souhaitons exprimer notre profonde et sincère appréciation à la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) pour l'organisation de ce Sommet en partenariat avec le Gouvernement de la République du Ghana, l'Institut pour la gouvernance démocratique (IDEG), la Banque africaine de développement (BAD), la Commission de l'Union africaine (CUA), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, la Fondation William et Flora Hewlett, la Fondation Bill et Melinda Gates, le Réseau régional des instituts de recherche sur les politiques agricoles (ReNAPRI) et l'Alliance pour le partenariat africain (AAP).
2. Nous félicitons la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique d'avoir été désignée Agence spécialisée de l'Union africaine pour le renforcement des capacités. C'est une reconnaissance claire des près de trois décennies de travail admirable, non seulement dans la création et l'appui aux think tanks sur le continent, mais aussi dans le renforcement des capacités humaines et institutionnelles nécessaires à la mise en œuvre des cadres de développement continental, régional et national.
3. Nous saluons l'engagement de l'Union africaine à soutenir et à reconnaître les efforts déployés par les think tanks africains en faveur de politiques et de programmes de développement fondés sur des données factuelles sur le continent et autour de la création d'emplois pour les jeunes en particulier. La représentation de haut niveau de la Commission de l'Union Africaine au Sommet, comme en témoigne la présence du Commissaire aux Affaires Economiques et du Directeur par intérim pour les Ressources Humaines, Science et Technologie est donc très vivement appréciée.
4. Nous notons l'importance pour les pays africains et leurs gouvernements de faire confiance, consulter et utiliser les think tanks sur le continent car ceux-ci ont l'expertise et l'expérience requises pour soutenir la conception, la mise en

œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques autochtones pertinentes pour la transformation socioéconomique de l'Afrique dans le cadre de l'Agenda 2063, des Objectifs de développement durable (ODD) et des plans de développement nationaux.

5. Nous notons également que les think tanks africains joueront un rôle essentiel pour aider les pays africains à lutter contre le chômage des jeunes en soutenant la conception, la mise en œuvre et le suivi de politiques fondées sur des données probantes, à travers leurs activités de renforcement des capacités pour les acteurs étatiques et non-étatiques, et la facilitation de l'engagement des parties prenantes, le dialogue et le plaidoyer.
6. Nous reconnaissons les problèmes de viabilité rencontrés par les think tanks africains et saluons l'engagement exprimé par les gouvernements africains, les partenaires au développement et les principales parties prenantes continentales à continuer de soutenir les Sommes des Think tanks d'Afrique et le travail des think tanks en général par l'intermédiaire du Réseau des des Think tanks africains (ATTN).

Think tanks africains et contribution à la lutte contre les défis du chômage des jeunes

7. Nous exprimons à nouveau notre profonde inquiétude au sujet des défis du chômage des jeunes en Afrique et des pressions qui en résultent sur la migration vers d'autres continents pour des opportunités économiques ainsi que les conséquences désastreuses, entre autres la perte de vies de jeunes Africains.
8. Nous reconnaissons que les think tanks ont un rôle clé à jouer pour soutenir la lutte contre le chômage des jeunes, qui peut largement réussir si elle s'appuie, entre autres facteurs, sur un environnement politique favorable et un leadership transformateur dans les secteurs étatiques et non étatiques.
9. Nous nous engageons à continuer de fournir des conseils sur les options politiques et les solutions innovantes disponibles pour lutter efficacement contre le chômage des jeunes en utilisant les connaissances et le réseautage tout en élargissant notre portée aux acteurs politiques et en rendant nos recherches accessibles dans ce domaine.

10. Nous reconnaissons que l'impact limité des programmes d'emploi des jeunes dans de nombreux pays africains s'explique en partie par l'absence d'une conception et d'une mise en œuvre rigoureuses basées sur des preuves aggravée par un manque de données et de statistiques précises et une faible capacité de mise en œuvre.
11. Nous réaffirmons donc notre engagement à fournir des preuves et données aux gouvernements, aux législateurs, au secteur privé et aux organisations de la société civile pour prendre des décisions éclairées tout en soutenant la production de statistiques adéquates sur l'emploi des jeunes et les questions connexes.
12. Nous recommandons que des think tanks soient soutenus dans la réalisation d'études stratégiques sur les capacités humaines et institutionnelles du continent et partagent des bonnes pratiques sur la manière de les résoudre, en particulier en ce qui concerne le développement et la mise en œuvre effective des politiques d'emploi des jeunes.
13. Nous encourageons les gouvernements africains et les principales parties prenantes à travailler avec les think tanks africains et les institutions de renforcement des capacités pour soutenir le développement des compétences essentielles de l'Afrique en science, technologie et innovation et pour développer des politiques et des interventions locales en vue du développement durable de l'Afrique.
14. Reconnaisant que la lutte contre le chômage des jeunes en Afrique exige un leadership transformateur et des solutions purement africaines, nous appelons tous les gouvernements africains à travailler avec les think tanks pour concevoir et soutenir des interventions visant à renforcer les capacités institutionnelles et humaines pour un leadership transformateur (entre autres le commerce, la jeunesse, les femmes, la société civile et le leadership traditionnel).

Compétences techniques essentielles et développement du secteur privé pour les opportunités d'emploi des jeunes

15. Reconnaisant que l'Afrique soit bien dotée en ressources naturelles, nous exhortons les pays africains à développer des programmes de formation systématiques qui garantissent

le développement des compétences en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques, contribuant ainsi à créer davantage d'emplois pour les jeunes.

16. Dans cette veine, nous nous engageons à travailler avec les organismes continentaux, les communautés économiques régionales, les gouvernements et toutes les parties prenantes de l'Afrique pour soutenir le développement des compétences techniques, en particulier pour les filles et les femmes, et contribuer à faire en sorte que l'éducation que nos jeunes reçoivent leur donne les compétences essentielles dont ils ont besoin pour l'emploi et la transformation du continent.
17. En outre, nous recommandons également aux pays africains de veiller spécifiquement à ce que l'agriculture devienne une entreprise attrayante pour les jeunes, non seulement en améliorant l'image peu attrayante de l'agriculture et en favorisant sa modernisation, mais aussi en trouvant des solutions aux problèmes liés au manque d'accès à la terre, aux capitaux, aux marchés, à l'information, à la technologie et aux intrants agricoles.
18. Nous nous sommes donc engagés à travailler avec les gouvernements africains, en étroite coopération avec le secteur privé, pour identifier les possibles portes d'entrée et opportunités de travail indépendant et d'emploi, en particulier pour les jeunes, les femmes et les groupes vulnérables de la population.
19. Nous proposons une documentation des expériences à l'échelle de l'Afrique, des solutions innovantes et des leçons apprises sur les défis et les stratégies en matière de chômage des jeunes. Cela doit être entrepris par des think tanks tel que décrit dans l'agenda de recherche proposé par les institutions sous la coordination de l'ACBF. Une telle étude devra par la suite contribuer au développement d'interventions et de programmes de renforcement des capacités visant à lutter durablement contre le chômage des jeunes en Afrique.

Feuille de route

20. Nous, think tanks et délégués, notons que le Sommet 2018 des think tanks d'Afrique a offert une occasion unique d'engager des discussions ouvertes et approfondies sur un large éventail de problèmes critiques en Afrique, no-

tamment les défis du chômage des jeunes et le rôle des think tanks, ce qui facilitera le développement de solutions mutuellement convenues.

21. Nous nous engageons à soutenir et contribuer à la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes d'éducation et de formation techniques et professionnelles (EFTP) et de mentorat / coaching pour résoudre les problèmes de l'Afrique – et par conséquent résoudre la problématique du chômage des jeunes.
22. Nous appuyons la proposition d'entreprendre une étude panafricaine sur l'expérience, les solutions novatrices et les leçons apprises sur les défis du chômage des jeunes dans des secteurs spécifiques tels que l'agriculture, afin de compléter les études existantes et d'assurer des futurs efforts coordonnés et efficaces. La base de cette étude devra être un programme de renforcement des capacités sur l'emploi des jeunes en Afrique.
23. Nous demandons à l'ACBF, en tant qu'agence spécialisée de l'Union africaine pour le renforcement des capacités, de coordonner la documentation des expériences à l'échelle de l'Afrique, des solutions innovantes et des leçons apprises sur les défis du chômage des jeunes et coordonner par la suite le développement d'un Programme sur l'exploitation des opportunités d'emploi des jeunes sur le continent, en s'appuyant sur les résultats.
24. Nous demandons en outre un soutien continu à l'ACBF et aux autres sponsors des think tanks pour leur permettre de créer de nouveaux think tanks, de renforcer les capacités des think tanks existants et de veiller à la convocation de plateformes telles que les Sommets des think tanks d'Afrique et à l'appui aux réseaux tels que le Réseau des think tanks africains. Les recommandations des sommets doivent également être portées à l'attention des réunions des chefs d'État de l'Union africaine.
25. Nous, participants au Sommet, exprimons notre gratitude au Gouvernement du Ghana et à ses dirigeants pour le soutien apporté à l'ACBF et à ses partenaires pour l'organisation réussie du Sommet.

Présenté le 7 avril 2018 à Accra (Ghana)

ANNEX IV

LIST OF PARTICIPANTS

Title	Gender	Participant name	Position	Institution	Country
Mr.	Male	Fred Emesiabum	Executive Director	International Institute for African Defense, Security & Governance	USA
Dr.	Male	Ali Issa Abdi	Managing Director	The Horn Economic and Social Policy Institute (HESPI)	Ethiopia
Mr.	Male	Kokou Hodenou Felix Aklavon	Directeur des Programmes	Centre de Recherche et d'Etude sur la sécurité et le Développement	Togo
Dr.	Male	Adam Elhiraika	Director, Macroeconomic Policy Division	United Nations Economic Commission for Africa (UNECA)	Ethiopia
Dr.	Male	Abdoulaye Dramane	Directeur General	Centre d'Analyse des Politiques de Developpement (CAPOD)	Benin
Dr.	Female	Chinwe Effiong	Assistant Dean - International Center	Michigan State University	USA
Mme.	Female	Maria Keita Diarra	Directrice	Institut pour l'Education Populaire	Mali
Ms.	Female	Lynette Chen	Chief Executive Officer	NEPAD Business Foundation	South Africa
Dr.	Male	Edward Brown	Director, Policy and Advisory Services	African Center for Economic Transformation (ACET)	Ghana
Mr.	Male	Cheikh Baye Beddy	Coordonnateur Adjoint	Centre Mauritanien d'Analyse de Politiques (CMAP)	Mauritania
Mr.	Male	Gulled Barre	Executive Director	SIDRA Institute	Somalia
Prof.	Male	Afeikhena Jerome	Professor	Department of Economics and Development Studies, Igbinedion University	Nigeria
Prof.	Male	Leapetswe Maletse	Associate Professor	Michigan State University	USA
Prof.	Male	Mekki El Shibly	Executive Director	Mahmoun Beheiry Centre	Sudan
Dr.	Male	Assefa Admassie	Executive Director	Ethiopian Economic Policy Research Institute	Ethiopia
Dr.	Male	Lindani Ndlovu	Technical Advisor, Industrialisation	GIZ	Botswana
Ms.	Female	Lulama Ndibongo-Traub	Technical Committee Chairperson	Regional Network of Agricultural Policy Research Institutes (RENAPRI)	South Africa
Dr.	Male	Nkosana Moyo	Founder	Mandela Institute for Development Studies	South Africa
Mr.	Male	Lufingo Mwamakamba	Policy Advocacy and Partnerships Manager	Food, Agriculture and Natural Resources Policy Analysis Network (FANRPAN)	South Africa
Mrs.	Female	Florence Nazare	Head, Capacity Development Division	NEPAD Agency	South Africa
Dr.	Female	Rose Ngugi	Executive Director	KIPPRA	Kenya
Mr.	Male	Jean Bosco Nzeyimana	Chief Executive Officer	Habona Ltd	Rwanda
Mr.	Male	Alain Nzadi-a-Nzadi	Directeur	Centre d'Etudes pour l'Action Sociale (CEPAS)	DRC

Title	Gender	Participant name	Position	Institution	Country
Prof.	Male	Nwabufu Okeke-Uzodike	Executive Director	54 Nza Street, Independence Layout	Nigeria
Dr.	Male	Felix N'zue	Manager, Unite de l'Analyse de la Politique Economique	CEDEAO	Nigeria
Mr.	Male	Enrique Mendizabal	Director	On Think Tanks	Peru
Dr.	Male	Tebogo Bruce Seleka	Executive Director	BIDPA	Botswana
Prof.	Male	Jose Guamba	Executive Director	Centre of Economics and Management Studies	Mozambique
Mme.	Female	Odilia B. Gnassingbe-Essonam	Directeur Executive p.i	CADERDT	Togo
Dr.	Male	Jean-Baptiste Harelimana	Director	African Academy of International Law Practice	France
Prof.	Male	Victor Harison	Commissioner for Economic Affairs	African Union Commission	Ethiopia
Miss	Female	Anais Georges	Special Assistant to the Commissioner for Economic Affairs	African Union Commission	Ethiopia
Mr.	Male	Dalmar Jama	Principal Strategic Planning Officer	African Peer Review Mechanism	South Africa
Mr.	Male	John Horace	Deputy Executive Director	Liberia Macroeconomic Policy Analysis Center (LIMPAC)	Liberia
Ms.	Female	Thato Kgathlanye	Managing Director	Rethaka Group	South Africa
Ms.	Female	Eugenia Kayitesi	Executive Director	Institute of Policy Analysis and Research - Rwanda	Rwanda
Dr.	Female	Tausi Mbaga Kida	Executive Director	Economic and Social Research Foundation	Tanzania
Mr	Male	Boubacar Macalou	Directeur	Centre d'Etudes et de Renforcement des Capacités d'Analyse et de Plaidoyer (CERCAP)	Mali
Dr.	Male	Caleb Fundanga	Executive Director	MEFMI	Zimbabwe
Dr.	Male	Folarin Gbadebo-Smith	Director General	Nigerian Institute of Social and Economic Research (NISER)	Nigeria
Mr.	Male	Mahamat Allamine A. Alhadji	Expert en Ingenierie de la Formation et Emploi des Jeunes	CAMERCAP-PARC	Cameroon
Mrs.	Female	Elizabeth Ankomah	Photographer	African Interest/New African	Zimbabwe
Prof.	Female	Lehlohonolo Tlou	Associate Director	Centre for Regional Integration in Africa (CRIA)	Ghana
Mr.	Male	Ransford Bekoe	Project Officer	Association of African Universities	Ghana
Mr.	Male	Daniel Boateng	Intern	CRIA	Ghana
Mr.	Male	Ankomah Baffour	Editor	African Interest/New African	Ghana
Mr.	Male	Paul Okolo	Communication Consultant	Communication Consultant	Nigeria
Mr	Male	Omiyefa Seye	Executive Director	Youth Action on Tobacco Control Health	Nigeria
Miss	Female	Eileen Gans-Lartey	Project Officer	IDEG	Ghana
Dr.	Male	Thula Sizwe Dlamini	Executive Director	Swaziland Economic Policy Analysis and Research Centre	Swaziland
Dr.	Female	Tessy Madu	Assistant Director	National Root Crops Research Institute	Nigeria
Mr.	Male	Stephen Sarpong Lartey	Young Researcher	CIBT	Ghana
Mr.	Male	Etse Dadson Gomado	Associate Researcher	InnoLead International	Ghana
Dr.	Male	Gibson Chigumira	Executive Director	ZEAPRU	Zimbabwe
Prof.	Male	Adolphe Lawson	Executive Director	PACPS	Tanzania
Mr.	Male	Idrissa Mwale	Deputy Director	Ministry of Economic Planning	Malawi
Dr.	Male	Samuel Sangawulo Jibao	Director	Centre for Economic Research	Sierra Leone
Mr.	Male	Kwaku Ankomah	Project Management Assistant	Association of African Universities	Ghana
Mrs.	Female	Judica-Amri Lawson	Chairperson	Pan African Centre for Policy Studies	Tanzania
Pastor	Male	Mugove Chiviya	Director	Ndira	Zimbabwe

Title	Gender	Participant name	Position	Institution	Country
Mr.	Male	Mamadou Lamine N'dongo	President	AfCoP	Senegal
Dr.	Male	Farai Charasika	Executive Director	Star Legacy Institute/Ndira	Zimbabwe
Mrs.	Female	Karen Jordaan	Director of Business Operations	South African Institute of International Affairs	South Africa
Mr.	Male	Felix Mwenge	Research Fellow	ZIPAR	Zambia
Dr.	Male	Peter Da Costa	Technical Advisor	Hewlett Foundation	Kenya
Dr.	Male	Daniel Pato Kabore	Executive Director	CAPEP	Burkina Faso
Dr.	Male	Deo Ngendakumana	Directeur	IDEC	Burundi
Dr.	Male	Yao Graham	Coordinator	Third World Network - Africa	Ghana
Prof.	Male	Isaac Joseph Minde	Policy Analyst	Michigan State University	Tanzania
Dr.	Male	Patrick Osakwe	Head, Trade and Poverty Branch	UNCTAD	Switzerland
Dr.	Female	Amelia Santos-Paulino	Economist	UNCTAD	Switzerland
Dr.	Male	Emmanuel Wiafe	Adjunct Lecturer	Ghana Institute of Management and Public Administration	Ghana
Prof.	Male	Chinedum Nwajiuba	Vice Chancellor	Federal University Ndufu-Alike Ikwo	Nigeria
Prof.	Male	S.K.B. Asante	Executive Director	Centre for Regional Integration in Africa (CRIA)	Ghana
Dr.	Male	Chukwukwa Onyekwena	Executive Director	CSEA	Nigeria
Ms.	Female	Patricia Kwakye	Research Assistant	IDEG	Ghana
Prof.	Male	Joseph Ayee	Senior Research Fellow	IDEG	Ghana
Mr.	Male	Jonah Kwesi	Senior Research Fellow	IDEG	Ghana
Prof.	Male	Olusanya Ajakaiye	Chairman	ACSDCB	Nigeria
Prof.	Male	Diery Seck	Director General	CREPOL	Senegal
Miss	Female	Yvonne Boatemaa-Yeboah	Research Officer	Catalyst for Development	Ghana
Prof.	Male	Alban Alphonse Ahoure	Director	CAPEC	Cote d'Ivoire
Prof.	Male	Richard Mkandawire	Director	Michigan State University	Malawi
Ms.	Female	Lily Crentsil	Administrator	African Agri Council	Ghana
Ms	Female	Linda Yaa Frimpong	Director	LVG Resources	Ghana
Mr	Male	Foster Agbetsiafa	Finance Assistant	IDEG	Ghana
Mr	Male	Emmanuel K. Asare-Donkor	Assistant Planner/Estate Officer	IDC Development Co. Ltd	Ghana
Mr.	Male	Ohere Tuffuor	Associate Researcher	Bonney and Tuffuor Consulting	Ghana
Ms.	Female	Dolphyne Ajiba	Project Officer	IDEG	Ghana
Mrs.	Female	Jean Mensa	Executive Director	The Institute of Economic Affairs	Ghana
Mr.	Male	Ekoue Walter Adamah	ICT Head	IDEG	Ghana
Ms.	Female	Helen Slater	Senior Fellow	African Center for Economic Transformation	Ghana
Prof	Male	Augustin Fosu	Professor	Institute of Statistical, Social and Economic Research	Ghana
Mr	Male	Mussie Delelegn	Chief, Landlocked Developing Countries Section, Trade and Poverty Branch	UNCTAD	Switzerland
Mr.	Male	Philip Wood		International Monetary Fund	Ghana
Dr.	Male	Emmanuel Akwetey	Executive Director	IDEG	Ghana
Dr.	Male	Felix Asante	Executive Director	Institute of Statistical, Social and Economic Research	Ghana
Prof.	Male	Lemma Senbet	Executive Director	African Economic Research Consortium	Kenya
Dr.	Male	George Owusu Essegbey	Director	Science and Technology Policy Research Institute (STEPRI)	Ghana

Title	Gender	Participant name	Position	Institution	Country
Dr.	Male	Jok Madut Jok	Executive Director	The Sudd Institute	Ghana
Prof.	Male	Ebere Onwudiwe	Professor, Principal,	O-Analytics Research & Development Initiative (ORADI)	Nigeria
Dr.	Male	Mahama Ouedraogo	Acting HRST Director	African Union Commission	Ethiopia
H.E.	Male	Hussein Elkamel	International Cooperation Senior Partner	Egyptian Council for Foreign Affairs (ECFA)	Egypt
Prof.	Male	Emmanuel Nnadozie	Executive Secretary	The African Capacity Building Foundation	Zimbabwe
Dr.	Male	Thomas Munthali	Director, Knowledge and Learning Dpt.	The African Capacity Building Foundation	Zimbabwe
Dr.	Male	Coffi Noumon	Special Advisor to the Executive Secretary	The African Capacity Building Foundation	Ghana
Dr.	Male	Barassou Diawara	Knowledge Management Expert	The African Capacity Building Foundation	Zimbabwe
Mr.	Male	Claude Sinzogan	Program Officer	The African Capacity Building Foundation	Ghana
Mr.	Male	Edem Messa-Gavo	M&E Officer	The African Capacity Building Foundation	Ghana
Ms.	Female	Fortunate Manuhwa	Accounts Assistant	The African Capacity Building Foundation	Zimbabwe
Ms.	Female	Theodora Mapfumo	Administrative Assistant	The African Capacity Building Foundation	Zimbabwe
Ms.	Female	Shine Aidam	Administrative Assistant	The African Capacity Building Foundation	Ghana
Mr.	Male	Eric Nyakpo	Protocol Assistant	The African Capacity Building Foundation	Ghana
Ms.	Female	Nisrine Ouazzani	Partnerships Manager	OCP Policy Centre	Morocco

A propos de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique

La Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) est la première institution de renforcement des capacités en Afrique. Fondée en février 1991, elle vise à renforcer les capacités humaines et institutionnelles en vue de la bonne gouvernance et le développement économique en Afrique. Elle a contribué au renforcement des capacités des gouvernements, des parlements, de la société civile, du secteur privé et des institutions d'enseignement supérieur dans plus de 45 pays et six communautés économiques régionales. L'ACBF soutient le renforcement des capacités à travers des investissements, l'assistance technique ainsi que la production et le partage des connaissances à travers le continent. La vision de l'ACBF est celle d'une Afrique capable de réaliser son propre développement. Pour toute information supplémentaire sur les produits de connaissance, projets, programmes et autres activités de la Fondation, veuillez visiter notre site www.acbf-pact.org

Contact :

Pour plus d'information sur le Sommet, veuillez nous contacter :
Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique
2 Fairbairn Drive, Mount Pleasant
Harare, ZIMBABWE
Tél. : (+263 4) 304622, 304663, 332002/14
Mobile : (+263) 772 185 308-10
Fax : (+263 4) 702915
Courriel : root@acbf-pact.org
Site web : www.acbf-pact.org @ACBF_Official

Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique
2 Fairbairn Drive, Mount Pleasant, Harare, ZIMBABWE
Courriel : root@acbf-pact.org Tél. : +2634304649



THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN AFRIQUE